L'impact de la COVID-19 sur les familles haïtiennes urbaines et rurales

RAPPORT DE RECHERCHE

Résumé

Entre juin et août 2020, l'Institut Interuniversitaire de Recherche et de Développement (INURED) a mené une étude exploratoire à méthodologie mixte concernant l'impact de la pandémie de COVID-19 sur les familles en Haïti. Ce rapport examine les impacts économiques, les perturbations en matière de travail et d'éducation, et les divers effets de la pandémie sur les ménages urbains et ruraux d'Haïti, selon les catégories sociales et le sexe.

AUTEURS

Institut Interuniversitaire de Recherche et de Développement

Sommaire

Note de synthèse 5

Avant-propos 6

1. Introduction 8

1.1 COVID-19 et vulnérabilités aux catastrophes en Haïti 9

1.2 La COVID-19 et l'enchevêtrement des violences 11

1.3 Peyi Lòk: Haïti en état de crise perpétuelle 12

2. Méthodologie 14

2.1 Effectuer des recherches sur le terrain pendant la pandémie 14

2.2 Conception globale de l'étude et cadre d'échantillonnage 16

3. Résultats de l´étude 19

3.1 Moyens de subsistance des ménages et transferts de fonds 20

3.2 Violences contre les femmes et les filles 32

3.3 Enseignement primaire et expériences de scolarisation à domicile 36

3.4 Perceptions communautaires de la COVID-19 43

3.5 Réponse du gouvernement haïtien à la COVID-19 46

4. Conclusion 48

5. Références bibliographiques 49

Annexe I – Thèmes du questionnaire de l'étude 57

Annexe II – Répartition des SDE par département 58

Tableaux et figures

TABLEAUX

TAB 1. Caractéristiques générales des ménages urbains et ruraux 19

TAB 2. Situation de l'emploi avant la pandémie, selon le sexe 21

TAB 3. Genre et niveau de scolarité 22

TAB 4. Impact financier de la COVID-19 par zone urbaine/rurale 22

TAB 5. Changement de moyens de subsistance par zone urbaine/rurale 23

TAB 6. Montants des transferts de fonds par zone urbaine/rurale 24

TAB 7. Perturbations des transferts de fonds par zone urbaine/rurale 32

TAB 8. Perceptions de la violence fondée sur le sexe, selon le sexe 33

TAB 9. Perceptions urbaines et rurales de la violence fondée sur le sexe, selon le sexe 36

TAB 10. COVID-19 et perturbations de la scolarité par zone urbaine/rurale 36

TAB 11. Perturbation de la scolarité primaire pendant le "Peyi Lòk" par zone urbaine/rurale 37

TAB 12. Type d'école primaire fréquentée, par zone urbaine/rurale 38

TAB 13. Les défis de l'enseignement à domicile, par zone urbaine/rurale 39

TAB 14. Enfants du foyer participant à l'enseignement virtuel par zone urbaine/rurale 41

TAB 15. Ménages payant des leçons privées de soutien scolaire avant la pandémie (lignes) versus maintenant (colonnes) 43

FIGURES

FIG 1. Haïti au carrefour des principales trajectoires des ouragans dans les Caraïbes : de 1980 à 2008, (Petley, 2010). 9

FIG 2. Haïti : Une géographie des risques et des catastrophes naturelles, (Ministère de l'intérieur) 10

FIG 3. Divisions administratives/géographiques d'Haïti 16

FIG 4. Exemple de stratification en grappes en trois phases 17

FIG 5. Niveau d'éducation (urbain/rural) 20

FIG 6. Sources des transferts de fonds par pays 24

FIG 7. Proportion du total des transferts de fonds vers Haïti (%) par les six principaux pays sources, d'octobre 2017 à août 2020 25

FIG 8. Nombre total de transferts et montant moyen des transferts (en USD) par mois, de janvier 2019 à août 2020 27

Fig 9. Total des transferts de fonds (en USD) et augmentation annuelle des transferts (en %) vers Haïti, de janvier 2019 à août 2020. 28

FIG 10. Total des transferts de fonds (en USD) et augmentation annuelle des transferts (%) du Chili et du Brésil vers Haïti de janvier à août 2020, y compris durant la période de COVID-19 29

FIG 11. Total des transferts de fonds (en USD) et progression sur un an des transferts (%) du Brésil vers Haïti de janvier 2019 à août 2020, incluant la période de COVID-19 30

FIG 12. Total des transferts de fonds (en USD) et progression annuelle des transferts (en %) du Chili vers Haïti de janvier 02019 à août 2020, incluant la période de COVID-19 31

FIG 13. Rapport sur l'impact négatif sur les enfants des interruptions de scolarité dues à la COVID-19, par zone urbaine/rurale 40

FIG 14. Moyens de communication les plus fréquemment cités pour l'enseignement à distance 41

FIG 15. Mesures le plus couramment employées contre la COVID-19 46

Note de synthèse

Les études actuelles ont démontré les répercussions profondes mais inégales de la pandémie de COVID-19 sur les populations du monde entier. Il est bien connu que les catastrophes telles que les épidémies et leurs conséquences socio-économiques et politiques ont un impact plus important sur les populations marginalisées. Dans des contextes comme celui d'Haïti, où les institutions gouvernementales ont des ressources et des capacités limitées pour appliquer des mesures de santé publique permettant de réduire la propagation du virus, la production et la diffusion de connaissances sur l'impact de la pandémie sont essentielles. Le présent rapport constitue une contribution à cet égard, en tentant de combler certaines de ces lacunes en matière de connaissances, notamment dans le domaine des moyens de subsistance et des envois de fonds, de la violence contre les femmes et les filles, de l'enseignement primaire et des expériences de scolarisation à domicile, ainsi que des perceptions communautaires de la COVID-19 et de la stigmatisation qui y est associée.

Ce rapport examine les impacts de la pandémie de COVID-19 sur les ménages des zones urbaines et rurales d'Haïti. Il fournit les résultats d'une étude exploratoire à méthodologie mixte sur les impacts multidimensionnels de la COVID-19 sur les ménages, en se concentrant sur des thèmes transversaux clés. Les méthodologies utilisées comprenaient des approches quantitatives et ethnographiques, notamment des données d'enquête sur les ménages (n = 511), des groupes de discussion, des entretiens approfondis, des observations ethnographiques, une cartographie sociale et des données sur les transferts de fonds fournies par la Banque Centrale Haïtienne.

Les principaux résultats de l'étude indiquent une situation désastreuse en termes d'impacts de la pandémie sur les ménages et les individus les plus vulnérables de la société haïtienne, notamment les pauvres, les femmes et les filles. La pandémie est arrivée au lendemain de crises politiques et économiques, intensifiant les conditions de vulnérabilité préexistantes tout en perturbant davantage la vie quotidienne. De plus, l'étude met au jour les impacts disparates de la pandémie sur les ménages urbains et ruraux, suggérant que, bien que les risques pour la santé publique dans les zones urbaines densément peuplées puissent être plus élevés, les impacts économiques sur les populations rurales sont, à bien des égards, plus dévastateurs. En outre, nos conclusions montrent que, bien que les grandes institutions multilatérales aient largement prédit que l'économie des transferts de fonds subirait des baisses significatives, cela n'a pas été le cas en Haïti, où les transferts ont augmenté, en glissement annuel, en 2020. Les transferts de fonds des principaux pays de destination de l'hémisphère nord, comme les États-Unis et le Canada, se sont avérés être une force d'atténuation essentielle pendant la pandémie, alors que les transferts de fonds en provenance des pays de l'hémisphère sud ont diminué pendant la crise.

La situation d'urgence de santé publique entraînée par la COVID-19 en Haïti a aggravé les crises politiques et socio-économiques persistantes - connues sous le terme de *peyi lòk* - qui avaient déjà entraîné des semaines de fermetures d'entreprises et d'écoles dans la dernière partie de 2019 et au début de 2020. En définitive, la pandémie sert à la fois d'indicateur et d'amplificateur de la marginalisation et de la violence structurelle existantes dans le pays.

Avant-propos

En avril 2020, au beau milieu d'un confinement adopté par les autorités haïtiennes pour contenir la pandémie de COVID-19 en Haïti, la direction de l'Institut Interuniversitaire de Recherche et de Développement (INURED) a pris la mesure sans précédent de mobiliser ses ressources afin d'étudier l'impact de l'urgence sanitaire sur la population haïtienne. Il y avait à ce moment-là l'inquiétude partagée, sinon la quasi-certitude, que des pays comme Haïti seraient plus que d'autres accablés par la pandémie, paralysés comme ils le sont déjà par la prédation du capitalisme mondial, la violence structurelle, les inégalités et les injustices chroniques, enfin les faiblesses institutionnelles systémiques.

La COVID-19 a frappé Haïti à un moment où la majorité de la population se trouvait déjà confrontée à un présent ardu et à un avenir difficile à prévoir. Les conditions socio-économiques et politiques exacerbaient les situations de vulnérabilité, faisant de la crise de santé publique de la COVID-19 la condition assurée d'un nouveau désastre. Malgré les efforts de professionnels de la santé publique haïtiens dévoués, de cliniciens, de praticiens de la santé communautaire et de défenseurs locaux, le système de santé national, déjà fragile, pourrait bientôt s'effondrer. Une enquête nationale sur les établissements qui disposent de services de soins intensifs en Haïti a indiqué qu'il n'y avait dans le pays que 124 lits d'unité de soins intensifs (USI), avec une capacité de ventilation de 62 patients dans les USI et de six patients en dehors (Losonczy et al., 2019). En outre, la prévalence du VIH varie entre 1,5 % et 2,7 % (EMMUS, 2018), selon la région, et d'autres comorbidités, parmi lesquelles les maladies cardiovasculaires, les infections respiratoires et le diabète, sont si répandues dans les zones urbaines et rurales d'Haïti que, pour de nombreuses personnes, survivre à la COVID-19 tiendrait du miracle.

Pourtant, malgré la gravité de la menace, les Haïtiens avancent stoïquement vers les défis à venir, niant parfois les risques imminents et inhérents à la pandémie. Dans les rues, la plupart des Haïtiens étaient préoccupés par d'autres menaces, sans doute plus immédiates : ils disaient "... soit je meurs de la COVID, soit je meurs de faim", reflétant une réalité selon laquelle, en 2019, 2,6 millions d'Haïtiens se trouvaient en situation d'insécurité alimentaire (FEWS NET, 2020). La faim était si grave que le retard de croissance touchait 4 % des enfants de moins de cinq ans et que 10 % des enfants de moins de cinq ans présentaient une insuffisance pondérale (EMMUS, 2018). L'augmentation pronostiquée du coût des aliments de base, qui s'est depuis concrétisée, menaçait encore davantage la santé et augmentait les souffrances des familles pauvres (Programme Alimentaire Mondial [PAM], 2020).

Un autre facteur important affectant la vulnérabilité des Haïtiens à la pandémie est la perte des transferts de fonds, car ceux qui vivent dans d'autres pays se sont trouvés confrontés à leurs propres difficultés économiques liées à la COVID-19. Avec la crainte de perdre les moyens de survie les plus élémentaires pendant la pandémie, les débats et les préoccupations quant aux perturbations des transferts de fonds ont prédominé. Tant les Haïtiens en Haïti que les analystes de bonne foi ont estimé que les conséquences de ces perturbations étaient très préoccupantes pour les familles des zones urbaines et rurales d'Haïti. Une partie significative des transferts de fonds vers Haïti provenant des États-Unis, Haïti allait subir les répercussions des chocs économiques affectant les Haïtiens vivant dans ce pays. Avant la pandémie, de nombreux migrants aux États-Unis vivaient en marge de la société. Plus d'un tiers (35 %) gagnaient moins de 20.000 dollars par an, un cinquième n'étaient pas assurés, ce chiffre passant à 32 % pour les sans-papiers (Orozco, 2020). On prévoyait que jusqu'à 595.000 migrants haïtiens aux États-Unis se retrouveraient au chômage suite à la pandémie. Une telle vulnérabilité montre que la population migrante aux États-Unis est confrontée à deux risques : le chômage ou une exposition accrue à l'infection avec un accès limité aux soins médicaux ou aux moyens financiers pour les obtenir (Gerdin & Kolev, 2020). Les incertitudes engendrées par la pandémie ont traversé les frontières, car dans le pays comme à l'étranger de nombreuses familles haïtiennes doivent faire face à des formes multiples de vulnérabilité.

La COVID-19 a également frappé Haïti alors que le pays se trouvait déjà en pleine crise socio-économique et politique. Comme le précise l'introduction de ce rapport, la COVID-19 s'inscrit dans un continuum de tragédies humaines et de cynisme social et politique, dans la froide indifférence des élites sociales, économiques et politiques haïtiennes. Les crises prolongées se sont transformées au cours des deux dernières décennies, culminant avec la situation appelée localement "*peyi lòk*" - pays bloqué - qui avait déjà entraîné la fermeture d'entreprises et d'écoles dans les mois précédant la pandémie.

Forts d'une impunité historique, enhardis par l'indifférence et le silence international face aux violations des droits humains, privés de tout sens de la retenue, de nombreux acteurs politiques et économiques ont consolidé leur emprise sur le pouvoir en collaborant avec des jeunes hommes (et parfois des jeunes femmes) marginalisés et sans emploi afin de créer un climat quotidien de terreur visant le citoyen moyen, à travers des actes répétés d'enlèvements, de vols, d'invasions de domicile et de corruption (RNDDH, 2020).

La pandémie de COVID-19 offre à Haïti et aux Haïtiens une occasion de réfléchir aux fragilités, aux inégalités et aux injustices d'origine humaine du pays. Elle reflète les défis auxquels sont confrontées de nombreuses sociétés du Sud face à un système capitaliste mondial prédateur et raciste qui ne fait cas ni de la nationalité ni de la situation géographique – dans la périphérie intérieure du Nord comme dans les régions les plus marginalisées du Sud.

De toute évidence, Haïti et de nombreux pays qui partagent des conditions similaires ne se sont pas effondrés pendant la pandémie. En effet, par rapport à d'autres pays d'Amérique latine, des Caraïbes et du reste du monde, les cas d'infection et les taux de mortalité signalés sont relativement faibles (Johns Hopkins University, 2020). Mais la misère, la souffrance, les abus et les inégalités abondent. Cette réalité met aux prises une grande partie de la population vulnérable d'Haïti tout en forçant d'autres personnes à migrer, à la recherche d'opportunités à l'étranger.

INURED est membre de l'un des plus grands réseaux mondiaux de chercheurs sur les migrations : le pôle Migration pour le Développement et l'Égalité (MIDEQ), financé par le Fonds de recherche sur les défis mondiaux (GCRF) de l'UK Research and Innovation (UKRI). Nous remercions l'UKRI/GCRF pour leur soutien financier qui a rendu possible cette étude.

L'ensemble des questions de recherche, la conception méthodologique ainsi que l'analyse ont été réalisées de façon collective. Nous remercions nos courageux jeunes chercheurs qui se sont mis en danger pour collecter les données nécessaires à cette analyse en pleine pandémie. Ce sont, par ordre alphabétique : Kethia Charles, psychologue ; Pierre-Rigaud Dubuisson, anthropologue/sociologue ; Dabouze Estinvil, sociologue/ethnographe ; Mário Da Silva Fidalgo, géographe/analyste de données ; et Olriche Fortin, sociologue.

Louis Herns Marcelin, Ph.D.
Chancelier,
INURED
Professeur,
Université de Miami

Toni Cela, Ph.D.
Coordinatrice,
INURED
Post-Doctoral Associate
University of Miami

Children playing along a canal in Raboto, Gonaïves, Haiti.

1. INTRODUCTION

Alors que 2019 finissait et que commençait 2020, les craintes concernant le virus appelé COVID-19 se sont intensifiées sur toute la planète. À la mi-mars 2020, l'ensemble les pays des Amériques allaient adopter un certain nombre de mesures en vue de ralentir la propagation du virus. Haïti rejoindrait leurs rangs le 19 mars 2020, en fermant son espace aérien et ses frontières terrestres, en imposant un couvre-feu national, en fermant les écoles et les entreprises non essentielles, enfin en annonçant que les exigences en matière de masque et de distanciation sociale seraient appliquées dans tous les lieux publics. Toutefois, le manque de ressources, une faible gouvernance et le manque de légitimité institutionnelle allaient rendre l'application de ces mesures au mieux ténue et, dans bien des cas, impossible.

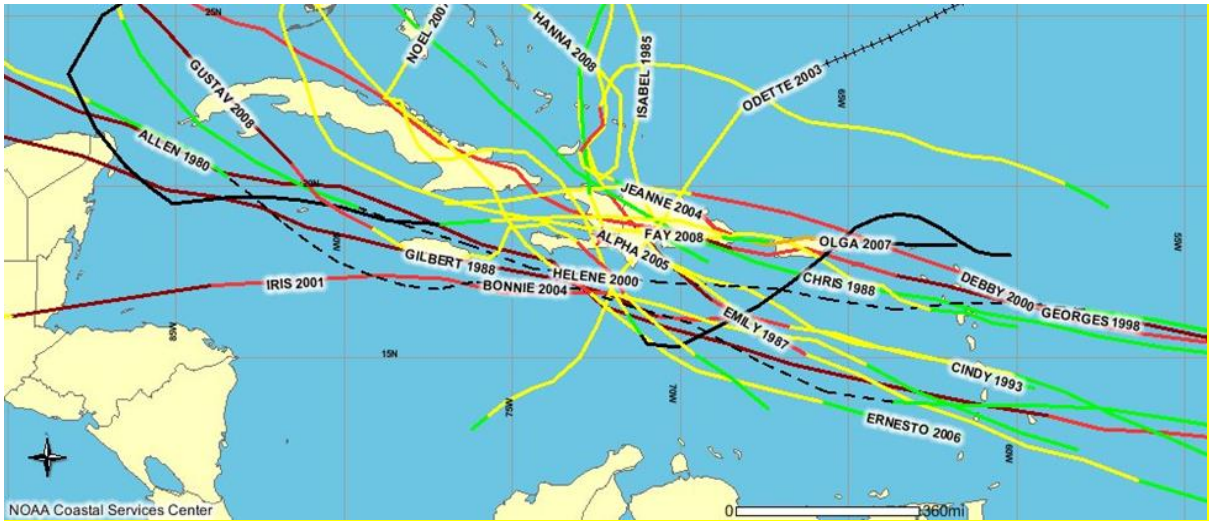
Afin d'approfondir notre compréhension de l'impact de la COVID-19 sur les foyers des zones urbaines et rurales d'Haïti, l'Institut Interuniversitaire de Recherche et de Développement (INURED) a réalisé une étude du 1er juin au 14 août 2020. Cette étude a combiné des méthodes quantitatives (une enquête mise en œuvre dans 5 régions d'Haïti) et un travail ethnographique de terrain comprenant des groupes de discussion, des entretiens avec des membres sélectionnés des ménages, des observations (là où cela était possible) et une cartographie sociale. Les thématiques se sont concentrées sur les perceptions et la stigmatisation associées à la pandémie de COVID-19, ainsi que sur l'impact de la pandémie sur : les moyens de subsistance ; les transferts de fonds des ménages ; les femmes ; enfin l'éducation primaire, en particulier les interruptions de scolarisation. En s'appuyant sur les données recueillies dans cette étude, cette publication analyse l'impact de la pandémie de COVID-19 sur la famille haïtienne moyenne.

Tout d'abord, avant d'explorer la méthodologie et de présenter les résultats et l'analyse de l'étude, il est essentiel de situer les processus sociohistoriques qui sous-tendent la dynamique de la pandémie de COVID-19 en Haïti. Ces processus contribueront à mettre en lumière les attitudes et les réponses tant individuelles que collectives à cette crise mondiale de santé publique. Dans la section suivante, nous examinons brièvement comment la pandémie de COVID-19 reconfigure les récits relatifs au risque et à la catastrophe au sein de la population haïtienne.

1.1 COVID-19 ET VULNERABILITES AUX CATASTROPHES EN HAÏTI

Haïti a été désignée comme l'un des pays les plus vulnérables aux catastrophes (Banque Mondiale, 2015 ; INURED, 2017a), ce qui rend la menace d'une catastrophe toujours réelle pour ses habitants. La menace de propagation de la COVID-19 en Haïti présente de nombreux défis pour cette nation insulaire aux ressources limitées. Située le long de deux grandes lignes de faille et dans une zone d'ouragans, le risque en Haïti est en outre exacerbé par des siècles de dégradation environnementale et de planification urbaine défaillante. En conséquence, Haïti a subi un certain nombre de catastrophes au cours des trois dernières décennies, dont elle ne s'est pas encore remise (INURED, 2017a ; Marcelin et al., 2016). Parmi ces catastrophes, on compte 20 ouragans majeurs nommés survenus avant le tremblement de terre de janvier 2010 (voir **figure 1**).

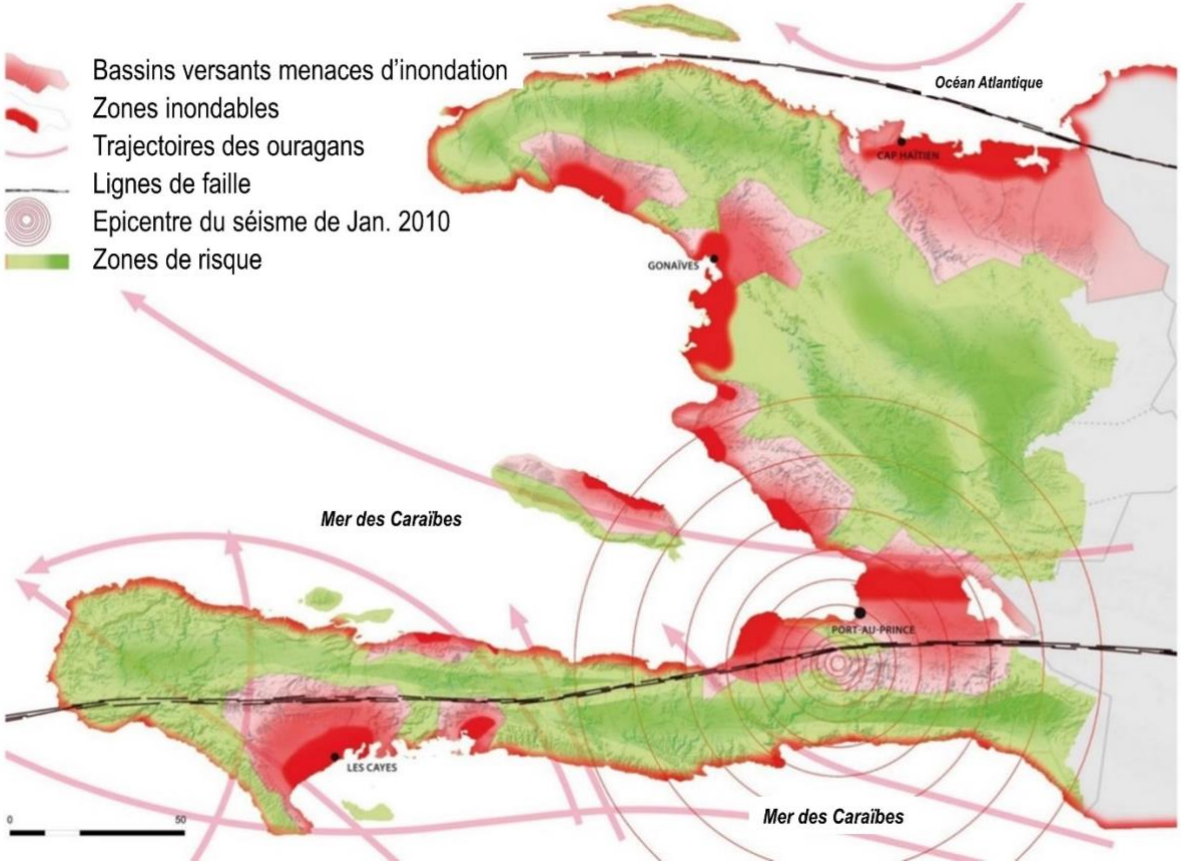
FIG 1. Haïti au carrefour des principales trajectoires des ouragans dans les Caraïbes : de 1980 à 2008, (Petley, 2010).



En janvier 2010, un tremblement de terre a causé la mort de plus de 250.000 personnes et l'épidémie de choléra, apportée en Haïti par l'intermédiaire des troupes de maintien de la paix des Nations Unies en octobre 2010, infectera plus de 800.000 personnes, faisant plus de 10.000 victimes en un peu moins de dix ans. Comme l'illustre la carte ci-dessous du ministère de l'intérieur (**figure 2**), la topographie d'Haïti, l'utilisation non planifiée des terres, l'accélération des inondations due à l'érosion des sols et aux bassins versants non protégés, enfin l'épuisement des infrastructures exacerbent la menace du changement climatique en tant que "multiplicateur de menaces" (Jorstad & Webersik, 2016) en ce qu'il aggrave la vulnérabilité complexe de sa population (INURED 2017a).

Ces catastrophes, combinées aux risques environnementaux associés, ont fait des situations d'urgence complexes une menace existentielle pour la société haïtienne et ses institutions fondamentales. Elles ont touché 3,5 millions d'Haïtiens, soit près d'un tiers de la population totale (Marcelin et al., 2016).

FIG 2. Haïti : Une géographie des risques et des catastrophes naturelles, (Ministère de l'intérieur)



Malheureusement, le nombre impressionnant de catastrophes que les Haïtiens ont dû endurer au cours des deux dernières décennies a contribué à une forme de résignation, et dans certains cas, à de l'apathie. Ces réalités ont grandement influencé la compréhension et les réactions comportementales du public face à la pandémie de COVID-19. Cependant, cette crise supplémentaire de santé publique soulève d'importants défis, car les soins de santé de qualité restent largement inaccessibles à l'Haïtien moyen, pour une multitude de raisons parmi lesquelles : le coût prohibitif des soins de santé et des médicaments ; les distances difficiles que beaucoup sont obligés de parcourir pour accéder à la plupart des services sanitaires qui soient de qualité ; le faible ratio de professionnels de santé par habitant ; ainsi que le fossé existant entre l'équipement des zones urbaines et rurales (Perge & Touray, 2017). Cela fait de la COVID-19 une préoccupation sérieuse pour tous les secteurs de la société haïtienne. Comme l'avait démontré l'épidémie de choléra, qui a été considérée comme l'une des plus importantes de l'histoire moderne (DINEPA, 2013), la capacité du système de santé du pays à répondre à une épidémie est très limitée. Par conséquent, il est essentiel d'examiner l'impact de cette catastrophe potentielle de santé publique sur les familles haïtiennes, à l'heure où le pays est encore en train de se reconstruire des suites du tremblement de terre, et où il également confronté à une nouvelle crise politique - en grande partie due à la corruption du gouvernement dans l'affaire des fonds de PetroCaribe (Ahmed, 2019 ; Paultre, 2019) -, ainsi qu'à une absence de leadership politique et social capable de créer une vision cohérente du développement, de la sécurité humaine et d'une gouvernance efficace. La pandémie est également apparue durant une crise économique provoquée par la décision soudaine du Fonds Monétaire International (FMI) de retirer les subventions aux carburants en 2018 (Paultre, 2019 ; Reuters, 2018), par une appréciation artificielle de la gourde haïtienne et la dévaluation du dollar américain à l'automne 2020 (Charles, 2020), dans la froide indifférence des "partenaires" historiques d'Haïti - principalement des pays et des institutions multilatérales du Nord - face aux maux de l'exercice du pouvoir et de l'influence des élites haïtiennes sur la politique du pays qui y ont encore accéléré la

pauvreté et la dégradation des conditions de vie (Dubois, 2013 ; Dupuy, 2019 ; Farmer 2004 ; Marcelin & Cela 2019). Cette étude exploratoire à méthodologie mixte examine la pandémie de COVID-19, les conceptions haïtiennes de la maladie, ainsi que son impact sur les moyens de subsistance et les transferts de fonds, la violence contre les femmes et les filles pendant la pandémie, et les perturbations en matière de scolarité résultant de la crise de santé publique. Outre les catastrophes naturelles et les crises sanitaires en cours, il est également crucial de reconnaître l'existence d'un continuum de processus sociopolitiques et de violences structurelles qui contribuent à la fragilité de la vie en Haïti.

1.2 LA COVID-19 ET L'ENCHEVETREMENT DES VIOLENCES

Les crises sociopolitiques systémiques, alimentées par les factions désunies des élites haïtiennes, ont produit une culture de la violence qui, à son tour, a généré une écologie du désespoir, de la faillite économique et de vulnérabilités complexes (Dupuy, 2019 ; Marcelin & Cela, 2017). La violence structurelle liée aux crises politiques avant et pendant la pandémie a eu un impact considérable sur la façon dont la COVID-19 est gérée. En effet, depuis quelque temps, on observe une augmentation de la violence et de l'insécurité à Port-au-Prince et dans certaines villes de province. Des groupes de jeunes gens lourdement armés, en relation avec diverses factions politiques et criminelles, ont pris en charge la gouvernance locale des territoires. Ces dispositifs de gouvernance quasi-politiques et criminels ont déchiré les communautés, mettant en péril la vie quotidienne des populations (Geffrard, 2019). Des attaques armées perpétrées par des bandes alliées ou rivales ont été enregistrées dans certains quartiers défavorisés de la capitale. Dans un rapport publié le 23 juin 2020 par le Réseau National de Défense des Droits Humains (RNDDH), dans plusieurs quartiers de l'agglomération de Port-au-Prince, à savoir Pont Rouge, Chancerelles, Quai Jérémie, Fort Dimanche, La Saline et Nan Tokyo, des tirs continus d'armes automatiques ont été signalés entre le 23 et le 27 mai 2020. Au moment de la rédaction de cette publication, le bilan de ces affrontements entre bandes armées et des attaques perpétrées contre les populations des quartiers a fait au moins 34 morts et 10 blessés par balles pendant la pandémie (RNDDH, 2020). Cependant, le même document fait également état d'actes de violence perpétrés par des bandes armées avant la pandémie, de 2019 à 2020, dans les quartiers défavorisés précités, et parfois pour le compte des gouvernants et en présence de la Police Nationale d'Haïti (RNDDH, 2020). Entre novembre 2018 et décembre 2019, à La Saline et Nan Tokyo, deux quartiers populaires de Port-au-Prince, 136 personnes ont été assassinées, 11 femmes et filles violées, et plus de 7 personnes portées disparues (ibid).

Le Bureau Intégré des Nations Unies en Haïti (BINUH) a exprimé son inquiétude face à la recrudescence des actes d'insécurité dans le pays. En effet, partageant les données du dernier rapport des Nations Unies sur Haïti, le BINUH indique que : "Après avoir diminué régulièrement depuis mars [2020] pour atteindre une moyenne mensuelle de 3,5, le nombre d'enlèvements est passé à 19 en juillet [2020], les gangs sont revenus à des activités plus lucratives après des semaines d'intenses négociations et d'affrontements. Au total, 32 personnes (dont 9 femmes et 3 enfants) ont été enlevées, contre 25 au cours des trois mois précédents (dont 7 femmes et 7 enfants), ce qui représente une augmentation de 28 %" (Alphonse, 2020).

Les autorités du pays semblent dépassées par la recrudescence de l'insécurité. Jour et nuit, des enlèvements, des agressions, des vols et des exécutions dans la rue sont perpétrés en toute impunité. Dans l'aire métropolitaine comme dans les villes de province, nul n'est à l'abri de la terreur des groupes armés (Geffrard, 2020). Les actes de violence quotidiens ont culminé avec l'enlèvement, l'agression sexuelle et l'assassinat d'une jeune étudiante, Evelyne Sincère, le 1er novembre 2020. Cet acte déplorable, décrié par les communautés à travers tout le pays, a conduit à une mobilisation sans précédent contre l'impunité rampante et l'absence d'État de droit en Haïti (Geffrard, 2020 ; Alter-Presse, 2020). Le climat généré par la COVID-19 a reconfiguré la dynamique de l'instabilité sociopolitique dans

le pays, amplifiant la souffrance humaine tout en augmentant l'incertitude quant à l'avenir. Cependant, la violence structurelle, la marginalisation et l'extrême vulnérabilité ont eu l'effet pervers de générer une forme d'apathie face à la pandémie et, dans certains cas, un déni de la COVID-19. Dans ces conditions, l'attention portée à la COVID-19 passe, à bien des égards, au second plan par rapport aux préoccupations concernant la violence, au point que certains citoyens suggèrent ironiquement qu'il serait plus utile d'imposer le port de gilets pare-balles plutôt que des masques sanitaires. Ces événements contextuels, bien qu'alarmants et débilitants pour l'avenir démocratique d'Haïti, ont caractérisé les dernières années de turbulence du pays. Ils sont en effet profondément ancrés dans la longue histoire d'impunité, d'indifférence sociale et de pratiques prédatrices du pays (Fatton, 2002). Nous décrivons brièvement ces connections dans la section suivante.

1.3 *PEYI LOK*: HAÏTI EN ETAT DE CRISE PERPETUELLE

En septembre 2019, différentes factions de l'opposition politique haïtienne sont entrées en conflit avec le gouvernement du pays à propos du scandale Petrocaribe. C'était la dernière d'une série de manifestations débutées à l'été 2018 suite à une hausse de 40 % du prix du carburant et d'une inflation à deux chiffres ayant rendu la vie quotidienne extrêmement difficile pour la plupart des gens. En 2006, le Venezuela, qui possède les plus grandes réserves de pétrole au monde, a offert à Haïti le capital nécessaire pour investir dans le développement d'infrastructures, l'éducation, l'agriculture, la santé et l'entreprenariat. Avec 17 autres pays des Caraïbes, Haïti a bénéficié de ce que l'on a appelé l'accord Petrocaribe, dans le cadre duquel le Venezuela a fourni du pétrole bon marché à des conditions de crédit favorables. Haïti dispose de 25 ans pour rembourser la dette au taux d'intérêt de 1 %. Le montant total de ce prêt dépasse les 4 milliards de dollars, ce qui représente l'argent dépensé entre 2009 et 2017, principalement sous la présidence de Michel Martelly, mentor de l'actuel président Jovenel Moïse. Cependant, selon des rapports officiels en Haïti, plus de 2,3 milliards de dollars n'ont pas été comptabilisés par la trésorerie haïtienne ; des fonds jugés dilapidés par les politiciens locaux et leurs familles dirigeantes alliées. Cette situation est communément appelée en Haïti le « scandale Petrocaribe ». Ce scandale a déclenché un mouvement de protestation national appelé "*peyi lòk*" (pays bloqué) qui s'est étendu de septembre à décembre 2019. La population a érigé des barricades (barrages routiers), bloquant des routes déjà impraticables, et entraînant la fermeture d'entreprises et de magasins. Pendant cette période, l'ensemble des secteurs productifs et actifs en Haïti se sont arrêtés. Environ 70 % des écoles ont été fermées. Les provinces ont été coupées de la capitale, paralysant les hôpitaux qui ne pouvaient plus être approvisionnés en équipements, médicaments et matériels en provenance de Port-au-Prince. En raison des barricades, l'accès aux soins de santé est devenu plus hasardeux encore, des gens décédant dans les ambulances et derrière les barricades (Schüler, 2020).

Le mouvement peyi lòk a exacerbé les problèmes économiques du pays. Haïti est l'un des pays les plus pauvres du monde, avec, en 2017, un produit intérieur brut (PIB) de 783 dollars par habitant. Selon le rapport économique régional de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), 2019 représente la pire performance économique d'Haïti depuis une décennie (Dubois, 2020). Au cours de cette année, Haïti a enregistré un taux de croissance de 0,7 %, contre 1,5 % en 2018, une situation largement attribuée au peyi lòk. La paralysie des activités due au mouvement peyi lòk a également contraint les entreprises à réduire leur personnel, augmentant ainsi le taux de chômage (ibid). Il faut donc comprendre que contrairement au reste du monde, qui a commencé à connaître des formes diverses de fermetures partielles, et dans un moindre nombre de cas complètes, au début de 2020, Haïti a connu des fermetures intermittentes depuis l'automne 2019, avec un sursis de deux mois et demi (de janvier au 19 mars 2020) avant que la pandémie mondiale ne soit officiellement déclarée en Haïti et dans l'ensemble des États des Amériques.

Les crises politiques extrêmes et les blocages qui en résultent ont mis Haïti à genoux. Dans un rapport des services du FMI sur la situation macroéconomique haïtienne publié juste avant la montée de l'épidémie de COVID-19, le FMI (2020) a exprimé son inquiétude concernant les perspectives en Haïti, décrivant la situation comme particulièrement "sombre". Même sans les effets de la pandémie, le FMI prédisait une légère augmentation de la croissance économique par rapport à 2019, s'appuyant sur l'hypothèse de quelques améliorations de la stabilité politique depuis le peyi lòk (ibid). Toutefois la pandémie de COVID-19 risque d'avoir des conséquences bien pires que celles prévues par le FMI, car l'instabilité politique s'est encore intensifiée. Le FMI expose brièvement comment l'incertitude et les risques de ralentissement seront certainement profonds en raison de ces facteurs, aggravant l'intense dégradation politique et économique du pays accrue au début de 2019. En d'autres termes, la situation politique déjà sombre et détériorée d'Haïti - qui a culminé pendant le peyi lòk - a été accentuée par la crise mondiale de COVID-19 et a entraîné une situation d'urgence complexe et durable dans une grande partie du pays. C'est ce contexte de crise ininterrompue qui a façonné la réception de la COVID en Haïti et qui constitue la toile de fond de cette étude.

2. METHODOLOGIE

Aux mois de juillet et août 2020, l'INURED a mis en œuvre une étude à méthodologie mixte concernant l'impact de la COVID-19 sur les familles urbaines et rurales en Haïti. L'étude comprenait une enquête auprès des ménages (**n = 511**), **cinq** (5) groupes de discussion, **vingt-cinq** (25) entretiens ethnographiques, des observations et une cartographie sociale. L'étude a été présentée à l'ensemble des participants en créole haïtien, cette méthode ayant été choisie en raison du faible taux d'alphabétisation de la population, en particulier dans les zones rurales. Il leur a été expliqué que leur participation était volontaire et qu'ils pouvaient se retirer de l'étude à tout moment. Le protocole de l'étude a été examiné et approuvé par le Comité d'éthique de la recherche de l'INURED approuvé par le Département américain de la santé et des services sociaux.

Afin de consolider l'enquête sur l'impact de la pandémie sur les transferts de fonds, l'INURED a mené une analyse statistique des données de la Banque centrale haïtienne sur les transferts de fonds d'octobre 2017 à août 2020[1].

2.1 EFFECTUER DES RECHERCHES SUR LE TERRAIN PENDANT LA PANDEMIE

En raison des risques posés par la pandémie de COVID-19, l'INURED a élaboré un protocole sanitaire et de sécurité pour protéger l'équipe de recherche ainsi que les participants à l'étude. Ce protocole a été élaboré sur la base des recommandations du Ministère de la Santé publique et de la Population d'Haïti (MSPP) et de l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Tous les membres de l'équipe de recherche devaient : porter un masque lorsqu'ils étaient sur le terrain ; maintenir une distance sociale ; utiliser des gants transparents ; enfin utiliser un désinfectant pour les mains lorsque nécessaire. Un ensemble de masques a été fourni à l'ensemble des membres de l'équipe de recherche qui pouvaient être utilisés pendant toute la durée de leur présence sur le terrain, et un masque a été offert à chaque participant à l'étude, qu'ils ont été encouragés à porter durant les entretiens. Dans l'ensemble, les personnes ayant accepté de participer à l'étude se sont généralement montrées coopératives quant à l'application de ces mesures, qui comprenaient le port d'un masque et le maintien d'une distance sociale appropriée.

Olriche Fortin, chercheur au MIDEQ, interrogeant un participant à l'étude du département de Grande-Anse, INURED 2020.

La collecte des perceptions des participants à l'étude sur la COVID-19 s'est avérée une véritable gageure pour les enquêteurs de l'étude. Pour la plupart, les Haïtiens ne croient pas que la COVID-19 soit réelle, et encore moins qu'elle pourrait s'avérer catastrophique si elle était négligée. Cette opinion est à bien des égards le fruit d'un manque de confiance de la population envers les autorités de l'État. Pour eux, la COVID-19 en Haïti ne relève que

[1] Cette analyse a été menée en partenariat avec l'Institut Haïtien de Politiques Publiques, INHOPP. Nous remercions son directeur Fritz Jean pour ce partenariat.

de la politique. C'est dans ce contexte difficile que l'étude a été menée : d'un côté, les enquêteurs devaient suivre un protocole sanitaire afin de se protéger et de protéger les répondants, et de l'autre, les répondants n'acceptaient pas la logique du protocole parce que, tout simplement, pour eux, la COVID-19 était quelque chose de fictif. Par conséquent, il était dans une telle situation difficile de respecter scrupuleusement sur le terrain les protocoles sanitaires préétablis par l'INURED. Lorsque les enquêteurs portaient leurs masques ou des gants, certains répondants se moquaient des chercheurs, affirmant qu'en se comportant ainsi, ils essayaient de convaincre les gens que la COVID-19 est une chose réelle. Par exemple, certaines personnes ne voulaient pas accepter les masques que les enquêteurs leur offraient, et ceux qui les acceptaient les gardaient à la main au lieu de les porter.

L'opinion qu'ont les participants de la politique haïtienne et leur perte de confiance dans les autorités de l'État et dans certaines organisations a entraîné chez certains une réticence à fournir des informations. Par exemple, il y a eu plusieurs cas où des gens ont demandé à maintes reprises aux enquêteurs s'ils n'étaient pas des agents travaillant secrètement pour le compte des pouvoirs en place et si l'étude était menée pour le compte d'autorités politiques. Si tel était le cas, ils refuseraient catégoriquement d'être interrogés. Et, de fait, dans certains cas, malgré les explications contraires et les badges d'identification des chercheurs, certains répondants potentiels ont, pour ces raisons, refusé de participer.

Dabouze Estinvil, chercheur au MIDEQ, interrogeant une participante à l'étude du département de l'Ouest, INURED

De plus, les enquêteurs ont également été confrontés à des problèmes de sécurité personnelle sur le terrain. L'activité des gangs, qui commence à s'étendre à des zones provinciales autrefois considérées comme sûres, préoccupait nos enquêteurs, en particulier à Chambellan, une petite ville située dans le département de la Grand-Anse. Après une première journée de travail dans cette localité, l'équipe de recherche locale a été informée de la présence de plusieurs dizaines d'individus armés et cagoulés circulant dans les environs. Cette situation représentait un risque pour la sécurité de nos enquêteurs comme des participants. Dans ce cas précis, la décision a été prise de ne pas mener d'entretiens en face à face, et d'opter plutôt pour des entretiens téléphoniques. Cette solution se trouvait facilitée par le fait que l'un de nos enquêteurs était un résident de la région. Il a pu retourner discrètement sur le site de l'étude et recueillir les numéros de téléphone des participants sélectionnés. Cela a considérablement réduit le temps passé sur le terrain et nous a permis de protéger nos enquêteurs. Pour faciliter la conduite d'entretiens dans ce quartier, nos enquêteurs ont dû être accompagnés d'un guide recruté dans la zone.

2.2 CONCEPTION GLOBALE DE L'ETUDE ET CADRE D'ECHANTILLONNAGE

L'enquête auprès des ménages a été conduite du 1er juin 2020 au 14 août 2021. Idéalement, la base de données de l'enquête devrait inclure l'ensemble des ménages haïtiens. Cependant, sur la base des données disponibles sur la distribution spatiale de la prévalence des migrations, l'univers a été sélectionné à partir de 5 départements géo-administratifs (voir la carte ci-dessous et l'annexe II).

La base de l'échantillonnage a été initialement compilée par l'Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique (IHSI). En préparation de diverses enquêtes nationales, la base de l'échantillonnage a été mise à jour en 2011, puis de nouveau en 2013 et 2015, afin de refléter la transformation rapide des villes et villages touchés par le tremblement de terre de janvier 2010 (voir annexe II).

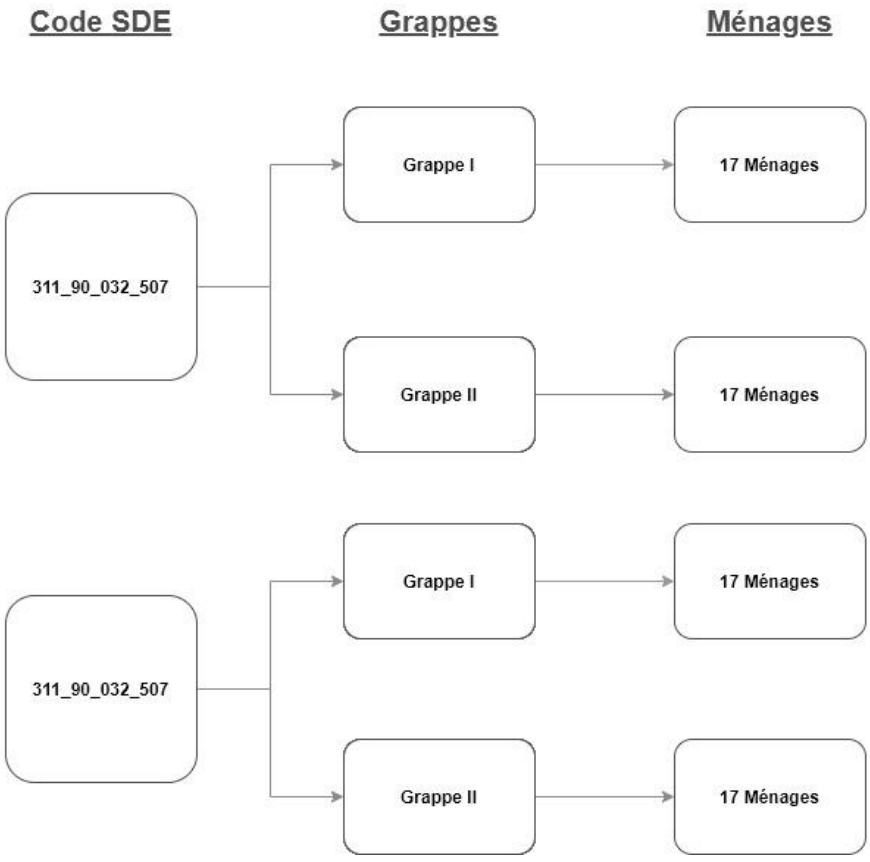
FIG 3. Divisions administratives/géographiques d'Haïti

Puisqu'une liste des ménages n'est pas disponible et considérant la concentration de la population dans plusieurs villes du pays, le type d'échantillonnage à privilégier est l'échantillonnage par grappes en deux étapes et trois niveaux. À la première étape de stratification, cinq (5) villes et leurs environs (zones métropolitaines) sont sélectionnés au hasard à partir d'une liste de 15 grandes villes d'Haïti dans les cinq départements indiqués dans le tableau I. Dans ces zones métropolitaines, trois (3) figurent parmi les plus densément peuplées du pays : Port-au-Prince, dans le département de l'Ouest ; Cap-Haïtien, la deuxième plus grande ville d'Haïti, située dans le département du Nord ; et Saint-Marc dans le département de l'Artibonite. Jérémie, la quatrième ville, située dans le département de la Grande-Anse (région Sud) et Mirebalais dans le département du Centre (région Centre) sont parmi les moins peuplées. Mirebalais présente deux caractéristiques supplémentaires : a) sa centralité géographique en Haïti et b) sa proximité avec la frontière de la République Dominicaine. Au sein des

villes se trouvent des segments définis de ce que l'IHS (Atlas censitaire d'Haïti, 2003) appelle "Les sections d'énumération (SDE)" ou unité primaire d'échantillonnage (UPE). Le total des UPE dans les cinq zones métropolitaines constitue la base de référence à partir de laquelle les SDE ont été sélectionnées pour faire l'objet d'une enquête.

L'enquête a été menée sur un échantillon de 510 ménages haïtiens (à la fin de l'étude, 511 questionnaires avaient été remplis) en utilisant un échantillonnage en grappes en trois phases. Au cours de la première phase, un ensemble de 17 SDE (Sections d'énumération), l'unité d'échantillonnage primaire établie selon les subdivisions géographiques d'Haïti telles que déterminées par l'IHSI, avait été sélectionné d'après une probabilité proportionnelle à la taille. Dans la deuxième phase, deux grappes de 17 ménages chacune avaient été sélectionnées au hasard, avec un total de 34 ménages pour chaque SDE, sauf pour les deux zones de dénombrement de Chambellan et de Jérémie où 1 grappe de 17 ménages était sélectionnée pour chaque SDE. La figure 4 illustre un exemple de stratification à la deuxième phase (pour une liste des SDE, voir annexe II). À la troisième phase, un répondant éligible (chef de famille ou équivalent) a été sélectionné pour répondre au questionnaire. Un niveau de confiance de 95% (valeur typique 1,96) avec une marge d'erreur de 3,36% est employé pour le calcul de la taille de l'échantillon.

FIG 4. Exemple de stratification en grappes en trois phases



Le questionnaire contenait cinq modules de base couvrant les thèmes suivants constituant l'analyse dans ce rapport (voir **annexe I** pour plus d'informations) :

a. Démographie
b. Moyens de subsistance des ménages et transferts de fonds
c. Violence à l'égard des femmes et des filles
d. Enseignement primaire et expériences de scolarisation à domicile
e. Représentations de la collectivité vis-à-vis de la COVID-19.

L'équipe a mené une analyse statistique exploratoire des indicateurs clés dans les domaines thématiques mentionnés ci-dessus, sur les dimensions bien établies des inégalités en Haïti comme la fracture urbaine et rurale, et le genre. Il est connu, par exemple, que le taux global de pauvreté en Haïti est de 58,5 % (FMI, 2020). Cependant, en examinant ce ratio spécifiquement selon les contextes urbains et ruraux, un écart important apparaît nettement entre les résultats de la pauvreté en milieu urbain (40,6 %) et en milieu rural (74,6 %) (ibid).

Cette approche ventilée a révélé d'importantes inégalités dans les résultats de l'échantillon étudié, comme nous le verrons dans les sections concernées. Il est important de noter que l'analyse descriptive est de bout en bout complétée par une analyse qualitative s'appuyant sur des discussions au sein des groupes focus et des entretiens approfondis avec les participants à l'étude, permettant de trianguler et d'approfondir ses résultats.

3. RESULTATS DE L´ETUDE

Le principal mécanisme de transmission du virus se faisant par les gouttelettes respiratoires circulant entre personnes vivant dans une certaine proximité (OMS, 2020), nous avions émis l'hypothèse que la COVID-19 se répandrait plus rapidement dans les zones très habitées des bidonvilles urbains, où la distanciation sociale est quasiment impossible à mettre en pratique, ainsi que dans les zones où les conditions sanitaires sont mauvaises. Ces conditions combinées à la pauvreté et à la violence structurelle rendent la population urbaine plus vulnérable à l'infection. Comme le reconnaît la Banque mondiale (2020e), "les ménages pauvres et ceux qui vivent dans des bidonvilles, des camps ou dans des situations vulnérables similaires seront particulièrement exposés à la crise sanitaire et à ses incidences économiques" (p.10). Pour ces raisons, nous avons sur-échantillonné les ménages urbains dans cette étude.

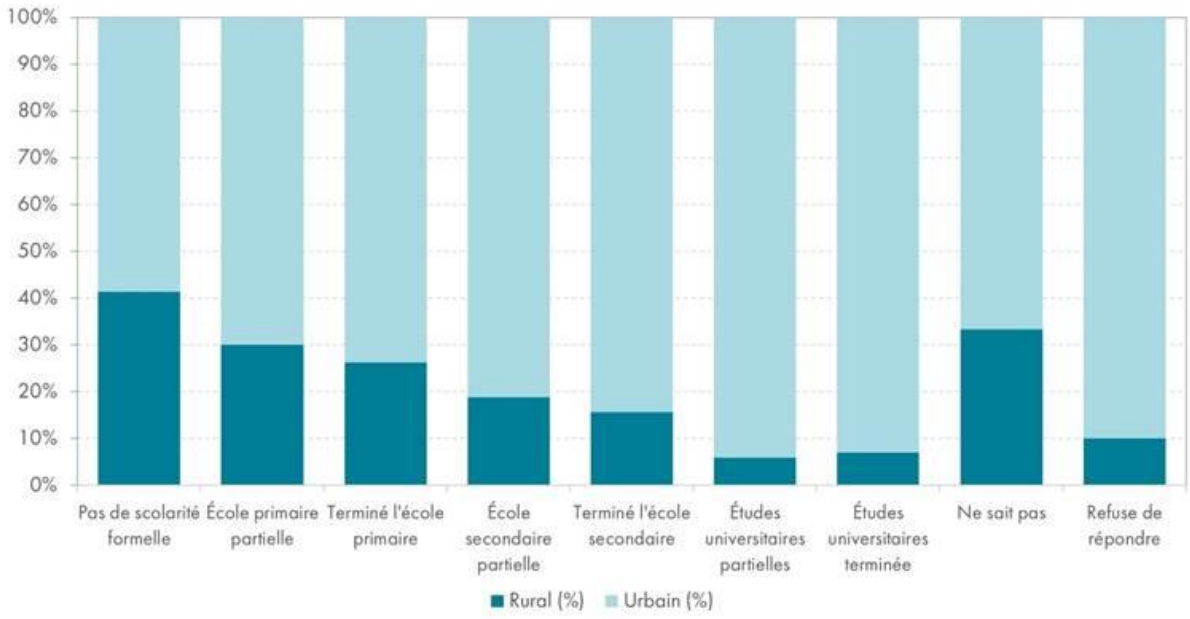
TAB 1. Caractéristiques générales des ménages urbains et ruraux

	Rural	Urbain	Total
	Genre		
Femme (chef de ménage)	66 (18%)	295 (82%)	**361 (71%)**
Homme (chef de ménage)	35 (24%)	113 (76%)	**148 (29%)**
Total	**101 (20%)**	**410 (80%)**	**511 (100%)**
	Taille du ménage		
Type de taille du ménage	4-6 (52%)	4-6 (56%)	**4-6 (56%)**

Le **tableau 1** montre les données de base sur le sexe et la taille des ménages selon les dimensions urbaines/rurales des **511** répondants au total. La majeure partie de l'échantillon est composée de familles vivant en milieu urbain (**80%** en milieu urbain ; **20%** en milieu rural). Il est important de noter que la répartition urbaine/rurale dans l'échantillon ne reflète pas la répartition de la population en Haïti. Selon des estimations récentes de la Banque mondiale, la population d'Haïti est rurale à environ **44,3 %** (2020i).

En outre, environ **71 %** des ménages interrogés étaient dirigés par des femmes. La répartition des ménages dirigés par des femmes dans les zones urbaines et rurales reflète largement la répartition existant dans l'ensemble de l'échantillon. En termes de taille des ménages, la plupart (**56 %**) des répondants ont déclaré un nombre allant de **4** à **6** membres (sans compter le répondant), sans différences significatives entre les ménages urbains et ruraux. Selon la Fiche de données sur la population mondiale du Population Reference Bureau (2020), la taille moyenne des ménages en Haïti est de **4,3** personnes.

FIG 5. Niveau d'éducation (urbain/rural)



Le niveau d'éducation est globalement plus élevé dans les contextes urbains échantillonnés (voir figure 5). Il faut s'y attendre, car il y a moins d'équipements éducatifs dans les zones rurales, obligeant les personnes désireuses d'accéder à l'enseignement supérieur à migrer vers les villes et les bourgades. En fait, la proportion de réponses des zones rurales par rapport aux zones urbaines diminue à mesure que le niveau d'éducation augmente, ce qui traduit les disparités d'accès à l'éducation dans l'échantillon de l'étude en fonction des zones urbaines/rurales pour ces dimensions.

3.1 MOYENS DE SUBSISTANCE DES MENAGES ET TRANSFERTS DE FONDS

Selon la Banque Mondiale (2020g), "l'économie mondiale devrait se contracter de 5,2 % en 2020... plus du double de la récession mondiale de 2009", ce qui mettrait entre 71 et 100 millions de personnes dans une situation d'extrême pauvreté rien que cette année (p. 35). L'Amérique latine serait la région la plus durement touchée au monde en termes de récessions économiques dues à la COVID-19, expérimentant une baisse de croissance de 7,2 % en termes de contraction annuelle du PIB par habitant (Banque Mondiale, 2020d). Le PIB d'Haïti devrait se contracter de 4 % en 2020, affaiblissant davantage son économie et augmentant chômage, pauvreté et insécurité alimentaire (BID, 2020).

Les pays à faible revenu (PFR) tels qu'Haïti "se trouvent confrontés à une demande extérieure réduite, à la chute des prix des marchandises, à une baisse considérable de l'activité touristique, à un affaiblissement des investissements directs étrangers, à une forte augmentation des coûts des emprunts, de même qu'à une baisse attendue des transferts de fonds - une source primordiale de financement étranger et de soutien aux revenus des ménages" (Banque Mondiale, 2020g, p. 24). Dans les Caraïbes, les pays dépendant du tourisme pourraient subir des pertes d'emplois allant jusqu'à 50 % (Bartels-Bland, 2020). De plus, la Banque Mondiale (2020f) signale que la récession mondiale aura probablement un impact disproportionné sur les pays ayant un secteur informel important. Ces secteurs sont "souvent associés au sous-développement, aux industries à main-d'œuvre intensive, à des travailleurs moins éduqués et mal payés, à un accès limité aux services financiers et médicaux, et à une couverture sociale faible ou inexistante". Ces caractéristiques peuvent intensifier la propagation de la COVID-19 parmi les travailleurs informels et d'aggraver ses effets délétères sur la santé et l'économie" (Banque Mondiale, 2020g, p. 35). Ces constatations ont un impact direct sur les migrants

haïtiens, dont beaucoup se trouvent sur le continent américain et sont engagés dans le marché du travail informel. Il est important de souligner que la situation en Haïti est particulièrement inquiétante en ce qui concerne ce secteur, car pas plus de 10 % des emplois sont générés par le secteur formel (OIT, 2018).

L'Organisation Internationale du Travail (OIT) estime qu'en 2019 environ 40 % de l'ensemble des emplois dans les Amériques étaient informels, avec des proportions bien plus importantes en moyenne en Amérique latine et dans la région des Caraïbes (ALC). La Banque Interaméricaine de Développement ([BID], 2020b) estime que 60 % de la main-d'œuvre au Mexique, dans l'isthme d'Amérique centrale, en Haïti et en République dominicaine (appelée région CID) travaille dans le secteur informel. En termes de disparités entre zones urbaines et rurales, l'OIT (2018) rapporte que les personnes vivant dans les zones rurales sont presque deux fois plus à risque de se trouver en situation d'emploi informel que celles vivant dans les zones urbaines.

Dans la région ALC, avant la pandémie, un peu plus de la moitié (**52 %**) de l'ensemble des femmes prenaient part au marché du travail (Bartels-Bland, 2020). La convergence de plusieurs facteurs, comme la contraction du marché du travail, les fermetures d'écoles, et l'augmentation des responsabilités domestiques, aura pour conséquence une réduction du temps de travail ou le départ complet des femmes du marché du travail (Banque Mondiale, 2020g). Par conséquent, les femmes sont davantage susceptibles que les hommes d'être touchées par les pertes d'emploi liées à la COVID-19 (King et al., 2020). Cela est logique puisque les filles ont tendance à être à la traîne des garçons en termes de niveau scolaire dans les pays à bas revenu : "Moins des deux tiers des filles terminent leurs études primaires et seule une sur trois achève le premier cycle d'enseignement secondaire" (Banque mondiale, 2020g, p. 7). Le manque d'éducation formelle oblige souvent les femmes à travailler dans le secteur informel, ce qui les exclut des "mesures formelles de protection sociale telles que l'assurance chômage" (Bartels-Bland, 2020). En Haïti, une plus grande proportion d'hommes âgés de 15 ans et plus se trouvent dans la population active comparé aux femmes, représentant une différence de plus de 10 points de pourcentage (Banque mondiale, 2020a). Les prestations non rémunérées de soins, dont la majorité est réalisée par des femmes, est estimée équivalente à près de 10 % du PIB global, entraînant la possibilité que ces "normes selon lesquelles les femmes s'occupent des enfants et les hommes gagnent l'argent du ménage renforcent la division inéquitable ainsi que la valeur perçue du travail rémunéré et non rémunéré pendant la pandémie et la reprise future" (King et al., 2020, p. 80).

Ces disparités entre les sexes sont apparentes dans l'échantillon de l'étude actuelle, comme le montre le **tableau 2**. Une proportion bien plus importante de femmes a répondu aux catégories "Je ne faisais rien" (**81 %**), "Je faisais du petit commerce" (**60 %**) et, dans une moindre mesure, "J'étais au chômage" (**91 %**) par rapport à la répartition générale des hommes (**71 %**) et des femmes (**29 %**) dans l'échantillon. Les femmes chefs de famille sont les moins représentées dans la catégorie "J'avais ma propre entreprise" (**36 %**), mais cette catégorie de réponse chevauche en partie celle concernant le petit commerce, car la majorité des entrepreneurs de la région ALC sont engagés dans l'économie informelle (Creative Associates International, 2020). Le pourcentage de femmes engagées dans le petit commerce illustre clairement le niveau disproportionné de vulnérabilité des femmes durant la pandémie, étant donné qu'elles sont susceptibles d'avoir accès aux protections sociales telles que l'assurance-emploi ou les allocations de chômage.

TAB 2. Situation de l'emploi avant la pandémie, selon le sexe

	Femmes	Hommes	Total
Je ne faisais rien	26 (81%)	6 (19%)	**32 (6%)**
J'étais au chômage	16 (76%)	5 (24%)	**21 (4%)**
Je faisais du petit commerce	215 (91%)	20 (9%)	**235 (46%)**
Je travaillais pour une entreprise ou quelqu'un	72 (53%)	63 (47%)	**135 (27%)**
J'avais ma propre entreprise	31 (36%)	54 (64%)	**85 (17%)**
Total	**361 (71%)**	**148 (29%)**	**509 (100%)**

TAB 3. Genre et niveau de scolarité

	Femmes	Hommes	Total
Absence de scolarité formelle	28 (97%)	1 (3%)	**29 (6%)**
Une partie de l'école primaire	54 (77%)	16 (23%)	**70 (14%)**
Études primaires achevées	35 (83%)	7 (17%)	**42 (8%)**
Une partie des études secondaires	139 (71%)	57 (29%)	**196 (39%)**
Études secondaires achevées	51 (62%)	31 (38%)	**82 (16%)**
Un peu d'enseignement universitaire	20 (59%)	14 (41%)	**34 (7%)**
Diplôme universitaire	27 (63%)	16 (37%)	**43 (8%)**
Total	**361 (71%)**	**148 (29%)**	**509 (100%)**

Les femmes de l'échantillon ont également tendance à avoir des niveaux d'éducation plus faibles (voir **tableau 3**). La fréquence des réponses des femmes diminue à mesure que le niveau d'instruction augmente. Par exemple, alors que l'étude était composée de femmes à **71 %**, **97 %** de ceux qui ont répondu à la catégorie "Pas de scolarité formelle" étaient des femmes. Pour ce qui est du niveau d'éducation supérieure à la fin de l'enseignement secondaire, les proportions de toutes les rangées sont plus faibles pour les femmes comparativement à leurs homologues masculins dans l'échantillon. Il est important de noter que l'initiative mondiale "Éducation pour tous" a entraîné une amélioration de l'accès des filles à l'enseignement primaire (Chisamya et al., 2012), ce qui a profité aux familles haïtiennes pauvres depuis 2011 et a permis d'intégrer une composante de genre essentielle (Banque mondiale, 2014). Ces améliorations peuvent constituer un facteur dans l'échantillon de la présente étude, car les proportions des rangées du niveau d'éducation sont beaucoup plus élevées pour les femmes jusqu'au niveau primaire mais commencent à diminuer après le niveau "Une partie des études secondaires". La plus faible représentation des femmes dans les couches supérieures du niveau d'éducation peut en partie expliquer leur participation limitée au marché du travail formel.

TAB 4. Impact financier de la COVID-19 par zone urbaine/rurale

	Rural	Urbain	Total
Négativement, j'ai perdu mon emploi	12 (16%)	64 (84%)	**76 (15%)**
Négativement, j'ai perdu de l'argent	70 (22%)	245 (78%)	**315 (62%)**
Cela n'a pas affecté mes finances	14 (14%)	86 (86%)	**100 (20%)**
Positivement, j'ai trouvé un emploi	0 (0%)	2 (100%)	**2 (<1%)**
Ne sait pas	5 (42%)	7 (58%)	**12 (2%)**
Autre	0 (0%)	3 (100%)	**3 (<1%)**
Refuse de répondre	0 (0%)	3 (100%)	**3 (<1%)**
Total	**101 (20%)**	**410 (80%)**	**511 (100%)**

D'après le **tableau 4,** la COVID-19 a eu un impact négatif sur les ménages à la fois ruraux et urbains. Dans l'échantillon pris globalement, **77 %** des répondants ont cité un impact négatif de la pandémie sur leurs finances ; seuls **20 %** n'ont cité aucun impact. Moins de 1 % de tous les répondants ont mentionné un impact positif (tous venant du sous-groupe urbain). La plupart des ménages (**59 %**) ont déclaré avoir modifié leur activité de subsistance en raison de la pandémie de COVID-19. D'après la tabulation urbain/rural du **tableau 5**, une proportion légèrement plus importante de ménages ruraux (**44 %**) a changé d'activité de subsistance par rapport aux ménages urbains (**40 %**). Une réponse "oui" indique qu'il y a eu un changement dans l'activité de subsistance. Ces données pourraient suggérer que, bien que les résidents des zones urbaines puissent être plus directement affectés par les risques sanitaires

associés à la COVID-19, ceux des zones rurales pourraient être plus vulnérables aux chocs économiques résultant de la pandémie. Une autre possibilité pourrait suggérer qu'un changement d'activité de subsistance soit une entreprise plus difficile dans les milieux urbains plutôt que ruraux, largement caractérisés par les activités agricoles.

Si les personnes résidant dans les zones urbaines sont davantage susceptibles d'être exposées aux risques de santé publique liés à la COVID-19, celles qui vivent dans les zones rurales risquent de subir de façon disproportionnée les conséquences économiques de la pandémie. De plus, comme les personnes vivant en milieu rural sont plus susceptibles de prendre part à l'économie informelle, le manque de soutien de la part du gouvernement associé aux perturbations dans les transferts de fonds entraînera probablement de nombreux foyers sous le seuil de pauvreté. Pire encore, comme les migrants haïtiens subissent souvent une dégradation en termes d'intégration au marché du travail dans les pays de destination migratoire de la région ALC, ils sont beaucoup plus nombreux à s'engager dans l'économie informelle comme stratégie de survie (Costa de Sá, 2015). Selon un rapport de la Banque mondiale sur les incidences prévues de la COVID-19 sur la pauvreté, une proportion importante de personnes souffrant d'extrême pauvreté sera concentrée dans des pays qui avaient déjà des taux de pauvreté et un nombre de pauvres élevés (2020h). Cela suggère qu'Haïti connaîtra une augmentation de la part de sa population vivant dans l'extrême pauvreté.

TAB 5. Changement de moyens de subsistance par zone urbaine/rurale

	Rural	Urbain	Total
Non	40 (21%)	147 (79%)	**187 (41%)**
Oui	50 (19%)	217 (81%)	**267 (59%)**
Total	**90 (20%)**	**364 (80%)**	**454 (100%)**

Le **tableau 6** présente une répartition des montants des transferts de fonds perçus par les familles urbaines et rurales en Haïti (venues de membres de la famille ou d'amis proches vivant à l'étranger entre mars 2020 et mai 2020). Bien que la répartition des montants des envois de fonds en milieu urbain et rural soit similaire à la répartition générale, une proportion bien moindre de ménages ruraux (**11 %**) reçoit des transferts de fonds comparativement aux ménages urbains (**89 %**). De plus, il est clair, lorsqu'on examine les pourcentages, que les montants des transferts de fonds peuvent être plus importants en moyenne dans les environnements urbains que dans les environnements ruraux. De même, le tableau 6 montre qu'une proportion légèrement plus importante de familles rurales (**91 %** ; total de la colonne) a connu des perturbations dans leurs envois de fonds pendant la pandémie de COVID-19 comparativement aux familles urbaines (**79 %** ; total de la colonne), ce qui renforce les données antérieures qui suggéraient que la pandémie a eu un impact économique négatif plus important sur les ménages ruraux. Dans l'ensemble, la plus grande proportion de ménages des deux catégories (urbaine et rurale) a déclaré avoir reçu **entre 50 et 99 USD** pendant toute la période. Des proportions importantes, environ **un tiers**, des ménages ont également déclaré avoir reçu **entre 100 et 300 USD** dans les deux contextes, rural et urbain. Le montant moyen de transfert entre mars 2020 et mai 2020, selon la banque centrale d'Haïti, la Banque de la République d'Haïti (BRH), était de **158 USD** (voir **figure 8**). Bien que les échelles de mesure soient différentes pour les données de l'échantillon de l'étude et celles de la BRH, les premières étant ordinales et les secondes continues, la triangulation de ces données renforce ces conclusions, car les montants rapportés dans l'étude sont similaires à ceux saisis par les données de transfert de la BRH. Une analyse plus approfondie des données sur les transferts de fonds communiquées par la BRH est proposée dans la section suivante.

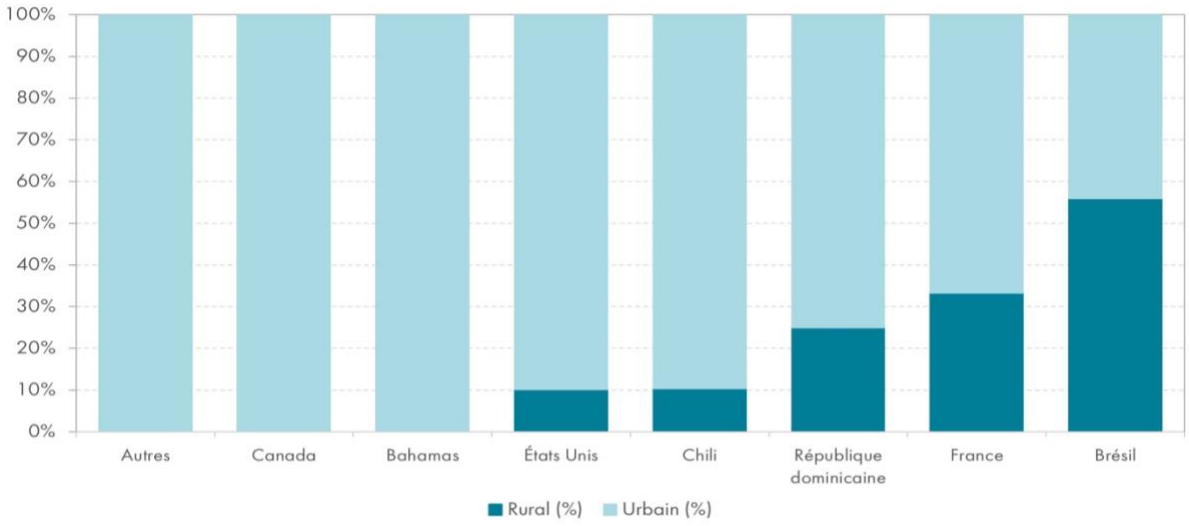
TAB 6. Montants des transferts de fonds par zone urbaine/rurale

	Rural	Urbain	Total
Moins de 50 dollars US	2 (17%)	10 (83%)	**12 (11%)**
Entre 50 et 99 dollars	5 (13%)	34 (87%)	**39 (36%)**
Entre 100 et 300 USD	4 (11%)	32 (89%)	**36 (33%)**
Plus de 300 USD	1 (7%)	13 (93%)	**14 (13%)**
Ne sait pas	0 (0%)	2 (100%)	**2 (2%)**
Refuse de répondre	0 (0%)	6 (100%)	**6 (5%)**
Total	**12 (11%)**	**97 (89%)**	**109 (100%)**

Les ménages ruraux risquent de rencontrer des obstacles plus importants dans l'accès aux institutions financières pour retirer les fonds envoyés pendant la pandémie (Orozco, 2020, p. 2). Ces obstacles peuvent avoir été ressentis dans les données de l'étude, car **19** des **21** chefs de famille ruraux ont déclaré avoir subi des perturbations dans la réception des transferts de fonds pendant la pandémie de coronavirus (voir **tableau 7**).

La **figure 6** montre la répartition des sources de transferts de fonds par pays. La répartition entre les pays sur la base de la localisation urbaine ou rurale correspond à la répartition globale, sauf pour le Brésil et la France. Il est intéressant de noter que le Brésil représente près de **44 %** du total de la colonne rurale. C'est le seul pays de destination migratoire comptant plus de répondants ruraux que de répondants urbains, ce qui indique un regroupement potentiel de migrants ruraux. Lorsqu'on examine la localité précise, il y a en effet un regroupement important de **11** répondants dans la zone rurale de Petit-Goâve qui représentent la majeure partie du total rural. Les **trois** autres répondants ont été interrogés dans la localité de Belladère. D'après les entretiens menés dans la région rurale de Petit-Goâve, la migration internationale est un phénomène récent dans la zone, qui a commencé après le tremblement de terre de 2010. Le Brésil est la première destination de migration des habitants de cette région. Plusieurs personnes de la communauté ont migré vers le Brésil, suivis de membres de leurs familles. Le regroupement de répondants ruraux à Petit-Goâve montre l'influence des liens sociaux comme facteur majeur de décision dans le choix du pays de destination.

FIG 6. Sources des transferts de fonds par pays

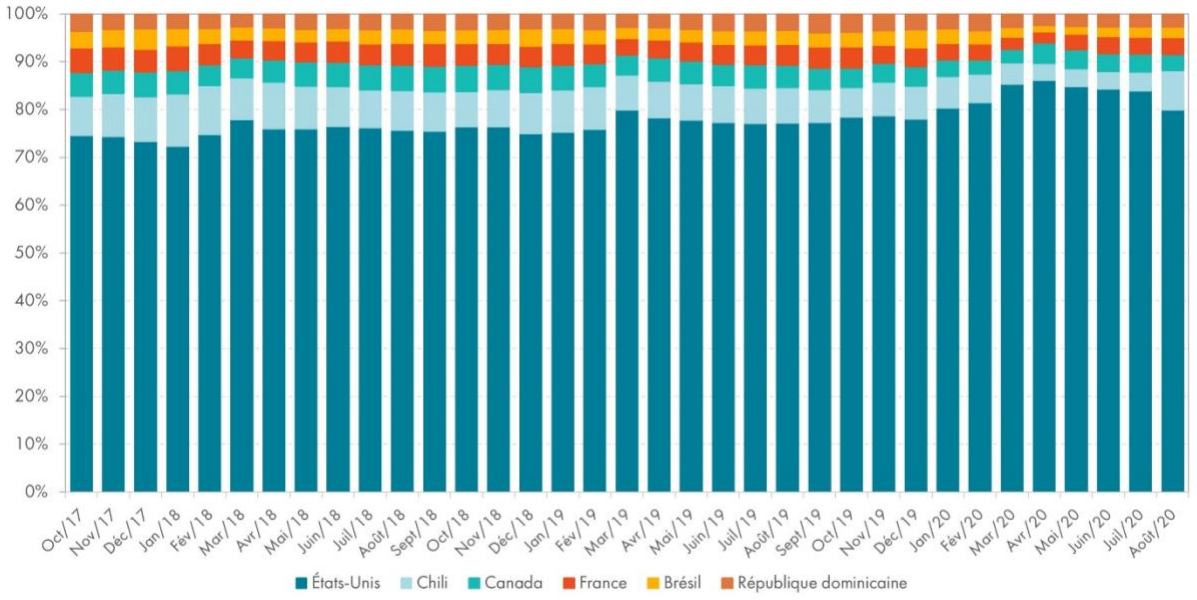


Selon le recensement national de 2001, **60 %** des parents résidant à l'étranger se trouvaient aux États-Unis et **20 %** en République dominicaine (Orozco, 2020, p. 21). Dans une enquête menée auprès de 500 personnes en 2006, Orozco s'intéressait à ces deux pays comme principales sources de transferts

de fonds (ibid). L'échantillon de la présente étude indique clairement à quel point les destinations en Amérique latine, en particulier le Brésil et le Chili, sont devenues des éléments importants de la question transnationale haïtienne (bien que les résultats pour le Brésil puissent être surreprésentés en raison du cluster de Petit-Goâve). Dans l'analyse qui va suivre des données officielles relatives aux transferts de fonds jusqu'à août 2020, une présentation actualisée de ces transferts est fournie.

Selon l'analyse primaire réalisée par l'INURED sur les données relatives aux transferts de fonds, il apparaît que la majorité des transferts à destination d'Haïti proviennent encore à ce jour des États-Unis, mais que de nouveaux et importants pays sources de transferts de fonds ont émergé au sein de l'hémisphère sud, comme le Brésil et le Chili (voir **figure 10**). Bien que la République dominicaine ait affiché une moyenne de **3 %** des montants transférés en direction d'Haïti entre janvier et août 2020, il est essentiel de noter qu'une grande partie des transferts en provenance de la République dominicaine sont envoyés de manière informelle et/ou apportés sous forme d'espèces à travers la frontière terrestre, poreuse et très fréquentée (bien qu'elle soit officiellement fermée depuis mars 2020). Cela suggère qu'une part significative des transferts de fonds provenant de République dominicaine n'est pas comptabilisée dans les rapports du BRH. Par ailleurs, bien que la République dominicaine reste une destination clé pour les migrants haïtiens, beaucoup ont migré vers de nouvelles destinations de l'hémisphère sud, fuyant un environnement de précarité accrue dans le pays voisin (INURED, 2017b).

FIG 7. Proportion du total des transferts de fonds vers Haïti (%) par les six principaux pays sources, d'octobre 2017 à août 2020



L'augmentation des sentiments anti-migrants et xénophobes à la suite de la pandémie mondiale a récemment fait l'objet de l'attention des médias nationaux brésiliens, exacerbant des sentiments anti-immigrants qui étaient apparus au moment où l'économie brésilienne commençait à se rétracter à la suite de la Coupe du monde de 2014 et des Jeux olympiques de 2016 organisés dans le pays (voir INURED, 2020). Des journaux tels que Brasil de Fato et Metrópoles ont publié en octobre 2020 des articles qui mettaient en lumière ce phénomène ainsi que le manque total de transparence quant à l'impact de la COVID-19 sur les populations de migrants, en raison de "l'occupation militaire du ministère (brésilien) de la santé" (Brasil de Fato, 2020 ; Metrópoles, 2020). Ces médias nationaux, ainsi que d'autres, citent des données de la police fédérale brésilienne témoignant d'une augmentation significative des expulsions territoriales sur l'année 2020 rapportée à 2019, essentiellement de ressortissants boliviens Globo, 2020). Le Chili - également une destination importante dans l'échantillon

de l'étude - a récemment établi que les étrangers quittant le pays à bord de vols humanitaires devaient signer une déclaration sous serment dans laquelle ils acceptaient de rester hors du pays et de renoncer au droit de demande de séjour ou d'asile durant neuf ans (Freire, 2020). Bien que cette décision n'ait jamais été appliquée, elle montre bien l'augmentation du sentiment nationaliste et anti-migrants dans certains pays de la région. Cela se traduira par une détérioration du bilan socio-économique et sanitaire des populations migrantes haïtiennes, dont beaucoup envoient au pays des fonds vitaux pour l'entretien des cellules familiales. Ces facteurs de vulnérabilité sont aggravés d'autres, comme le statut irrégulier de nombreux migrants ou leur participation au marché du travail informel. Dès le début de la pandémie, les préoccupations étaient grandes quant à ses conséquences économiques sur l'emploi et les moyens de subsistance des migrants et, par extension, sur leur capacité à envoyer des fonds aux familles laissées au pays.

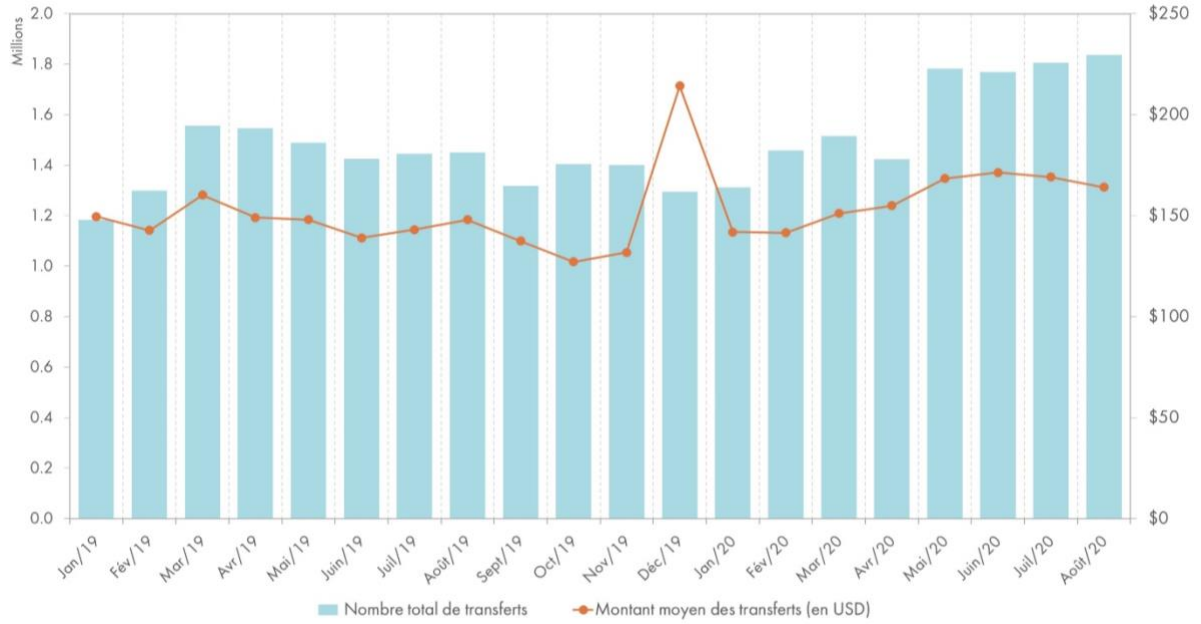
Le premier rapport de la Banque Mondiale en 2020 sur la migration et le développement (Migration and Development Brief #32) (2020b) met l'accent sur l'impact de la COVID-19 sur la migration, et prévoyait pour l'année 2020 une forte baisse d'environ 20 % des transferts de fonds mondiaux. Des données plus récentes en provenance de diverses sources ont toutefois montré que, dans l'ensemble, cela ne s'est pas produit. Après une baisse initiale des envois de fonds entre mars et avril 2020, les transferts de fonds en direction de la région ALC ont en réalité augmenté pour de nombreux pays depuis 2019, parmi lesquels la République dominicaine, le Mexique, le Salvador, le Guatemala et la Colombie. Les données les plus récentes datant d'août 2020 montrent que les transferts de fonds vers la République dominicaine, par exemple, étaient approximativement de 22 % plus élevés qu'en 2019 (BBVA, 2020). En Haïti, les transferts de fonds auraient également augmenté d'environ 5 % entre janvier et juillet 2020 (Creative Associates International, 2020).

En octobre 2020, la Banque mondiale a publié un autre Rapport sur la migration et le développement (Migration and Development Brief #33) sur le même thème, mais cette fois en en donnant un aperçu bien différent (Banque mondiale, 2020c). Alors que le Rapport #32 prévoyait une baisse brutale de 19,3% des envois de fonds vers la région ALC, le rapport le plus récent a revu cette diminution à 0,2 % par rapport à 2019 (ibid). Le modèle de régression employé par la Banque mondiale pour prévoir les envois de fonds suppose que ces flux sont positivement corrélés aux revenus des migrants dans le pays de migration ainsi qu'aux prix et niveaux de revenus dans le pays d'origine (ibid). Bien que ces facteurs puissent être importants pour déterminer les montants des envois de fonds, le modèle ne tient pas compte des covariables mesurables (fluctuations monétaires ; les envois de fonds en direction du Mexique ont augmenté de manière significative durant la pandémie en raison d'une chute de la valeur du peso mexicain) et non mesurables (la force des réseaux de solidarité des migrants) qui influencent les transferts de fonds entre les migrants et leur pays d'origine. Dans un rapport plus récent, Jewers et Orozco (2020) ont prédit que les envois de fonds depuis les États-Unis vers la région ALC diminueraient de 16 % en 2020 par rapport à 2019 en raison d'une situation inégale pour les travailleurs migrants en termes d'accès à l'aide au revenu et aux prestations de santé, entre autres domaines. De nombreux chercheurs ont souligné les impacts inégaux de la pandémie de COVID-19 sur les populations de travailleurs migrants, en particulier les femmes (Foley & Piper, 2020).

Selon la propre analyse de l'INURED des données officielles de la BRH sur les transferts de fonds de janvier 2019 à août 2020, les transferts en direction d'Haïti ont effectivement augmenté de 18 % entre janvier et août 2020 par rapport à la même période de l'année précédente. En termes de transferts totaux et de montants moyens de transferts, une tendance générale à la hausse est apparente en 2020 jusqu'à présent, avec des fluctuations saisonnières anticipées (voir figure 8). Les montants moyens des transferts ont atteint un pic maximum en décembre 2019 et, bien que le nombre de transferts reçus semble faible pour ce mois, la moyenne élevée a abouti à plus de 270 millions USD de transferts - le total mensuel le plus élevé jamais atteint jusqu'ici (sans compter les données de 2020). Le montant mensuel moyen est également à son plus haut niveau historique, bien que les données présentées dans la figure 8 ne soient disponibles que depuis octobre 2018. Cela pourrait indiquer que, bien que les conséquences du peyi lòk aient pu affecter la capacité de la population à retirer physiquement les transferts de fonds, les membres de leur famille à l'étranger ont peut-être envoyé des transferts moins

nombreux mais d'une valeur beaucoup plus élevée, en manière de stratégie d'atténuation. Délimiter l'impact exact du peyi lòk présente des difficultés, car le mois de décembre tend à produire des volumes au-dessus de la moyenne en raison de l'anticipation d'une augmentation des dépenses pendant les vacances. Toutefois, l'augmentation en glissement annuel de **3,1 %** appuie l'hypothèse selon laquelle les transferts de fonds auraient été employés afin d'atténuer l'impact de la crise politique et des blocages qui lui ont fait suite à la fin de 2019.

FIG 8. Nombre total de transferts et montant moyen des transferts (en USD) par mois, de janvier 2019 à août 2020

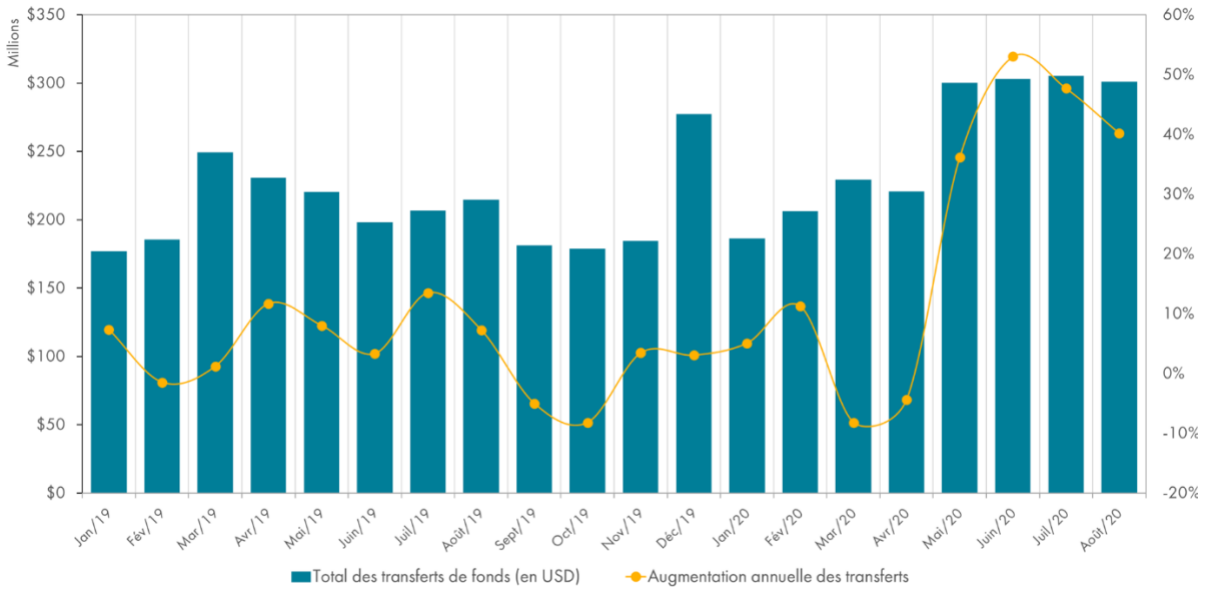


Contrairement aux prévisions initiales de la Banque mondiale, Haïti a connu une légère baisse du total des transferts de fonds en mars et avril 2020 seulement, mais s'est redressé avec force à chacun des quatre mois suivants. Cela est également évident dans la **figure 9**, où il apparaît clairement que l'augmentation annuelle des transferts de fonds a atteint un point culminant en juin 2020, avec une augmentation notable de **53 %** par rapport à juin 2019. On ne sait pas encore si cette augmentation des transferts de fonds se maintiendra jusqu'à la fin de 2020. De précédentes études ont montré l'importance des transferts de fonds en période de crise, où ils tendent à fournir un soutien vital au revenu des ménages, car les migrants ne sont généralement pas directement affectés par les crises dans leur pays d'origine (Overseas Development Institute, 2007). Cela et al. (2017) l'ont démontré pour le contexte d'Haïti, à la suite du tremblement de terre de 2010, mais il est reconnu que cela pourrait ne pas être le cas au cours d'une pandémie mondiale qui pourrait affecter simultanément les migrants dans le pays d'accueil et les familles laissées derrière eux dans le pays d'origine.

Les transferts de fonds en provenance des États-Unis ont atteint leur **plus haut niveau historique** en avril 2020. Consolidant leur statut de plus gros pays émetteur en termes de volume de transferts vers Haïti, les États-Unis ont été de loin la principale source de transferts de fonds en avril 2020, représentant **83 %** de l'ensemble des transferts enregistrés ce mois-là (voir **figure 7**). Cette hausse montre le puissant soutien et la solidarité dont font preuve les migrants haïtiens envers leurs familles et leurs communautés en Haïti, en particulier en temps de crise, en dépit des prévisions de graves impacts négatifs de la pandémie sur l'emploi, la santé et les moyens de subsistance des migrants aux États-Unis (Orozco, 2020). Durant les quatre mois qui ont suivi avril 2020, cependant, la proportion de transferts de fonds en provenance des États-Unis a baissé de près de **10 %** pour atteindre **74 %** (voir

figure 7). Le Canada a également connu une augmentation remarquable des transferts vers Haïti durant la période de COVID-19, en faisant plus que doubler entre février et mai 2020 et en maintenant généralement ces volumes jusqu'en août 2020. Ainsi, d'importants pays émetteurs de fonds dans le Nord ont en fait maintenu ou augmenté les transferts durant la pandémie de COVID-19.

Fig 9. Total des transferts de fonds (en USD) et augmentation annuelle des transferts (en %) vers Haïti, de janvier 2019 à août 2020.



Au début du mois d'octobre 2020, la monnaie nationale d'Haïti, la gourde haïtienne, a connu une hausse soudaine de sa valeur de plus de 60 % par rapport au dollar américain, ce qui a grandement impacté l'économie haïtienne des transferts de fonds, car la plus grande partie des envois de fonds proviennent des États-Unis et la plupart des ménages recevaient jusqu'alors ces fonds en dollars américains (Charles, 2020). En réaction à la soudaine dévaluation du dollar américain, le prix des biens et des services a augmenté tandis que la plupart des maisons de transfert ont dû recourir au paiement des transferts en gourdes haïtiennes au lieu de dollars américains. Cela a, en conséquence, réduit les montants des transferts reçus par les ménages haïtiens ainsi que leur pouvoir d'achat sur le marché haïtien (ibid).

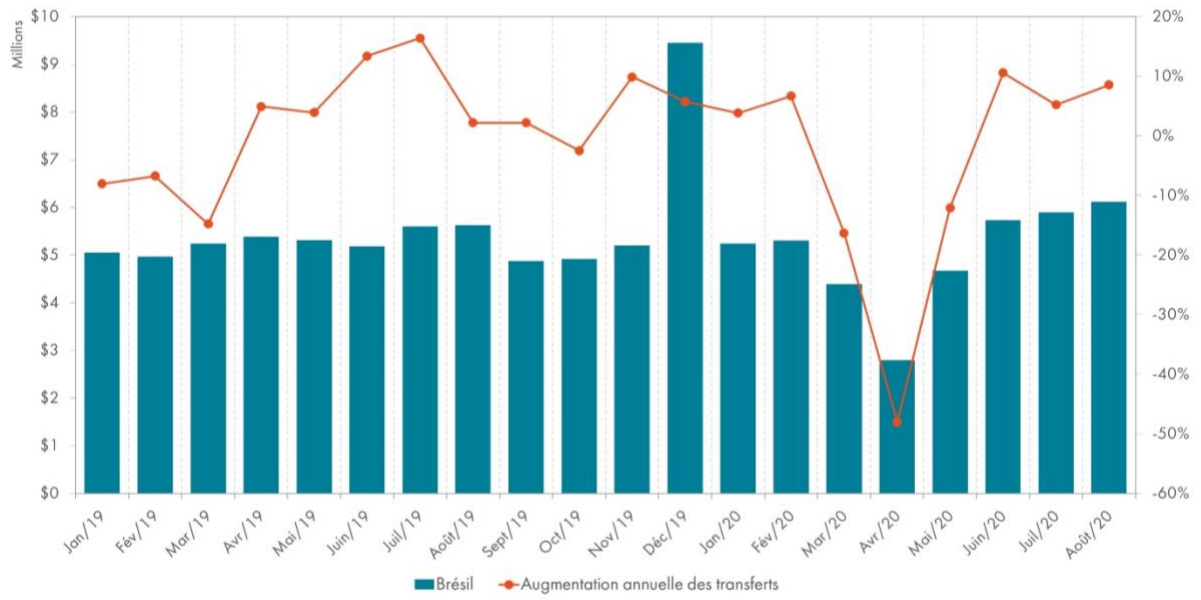
FIG 10. Total des transferts de fonds (en USD) et augmentation annuelle des transferts (%) du Chili et du Brésil vers Haïti de janvier à août 2020, y compris durant la période de COVID-19

Toutefois, la situation des transferts de fonds depuis la région ALC montre une réalité légèrement différente. Comme le montre clairement la **figure 10**, le volume des transferts de fonds depuis le Brésil et le Chili est resté stable en termes de comparaison d'une année sur l'autre, sauf entre mars et mai 2020. Une baisse significative de **plus de six millions USD** a été observée en avril 2020, où les transferts ont diminué de **près de 50 %** par rapport à avril 2019. En juin, le volume des transferts a rebondi et une hausse significative des transferts depuis le Chili a culminé à un niveau record au mois d'août 2020, atteignant **8 %** du total des transferts vers Haïti. Bien que de nombreux chercheurs tels que Jewers et Orozco (2020) avaient prévu une diminution des flux de transferts de fonds depuis les États-Unis vers la région ALC, cela n'a pas été le cas pour Haïti. Toutefois, les flux de transferts de fonds de la région ALC vers Haïti ont été négativement affectés par la pandémie, ainsi que le montre la réduction des transferts enregistrée par la Banque centrale d'Haïti.

Le Brésil a connu d'importantes perturbations dans les transferts de fonds entre mars 2020 et avril 2020, atteignant un nouveau creux en termes de transferts d'une année sur l'autre en avril 2020 (**-48 %** par rapport à avril 2019). Cependant, le paysage des transferts de fonds au Brésil a été plus stable que celui du Chili en 2020, puisqu'entre janvier 2020 et août 2020, le Chili n'a connu qu'un mois d'augmentation en glissement annuel, en août 2020. Tous les autres mois affichent des baisses à deux chiffres au Chili par rapport à 2019, culminant à **-53 %** en avril 2020. Le volume des transferts est plus faible en moyenne en provenance du Brésil, dont la population de migrants haïtiens renvoie environ **8,9 millions d'USD** de moins par mois que le Chili, selon les données en séries chronologiques disponibles. Ainsi, les transferts de fonds depuis le Brésil ont été plus constants que ceux provenant du Chili, bien que les volumes vers Haïti venant du Chili soient bien plus élevés en moyenne que ceux venant du Brésil. Les transferts de fonds chiliens semblent avoir rebondi, bien que deux mois après les transferts brésiliens (en août 2020, **59,2 %** de variation annuelle). Cependant il est moins clair pour le Chili si cette augmentation se poursuivra, alors que pour le Brésil la légère tendance à la hausse semble avoir repris après mai 2020, avec trois mois consécutifs de progression sur un an entre juin et août 2020. Il est important de noter que, alors que le Brésil a affiché une légère tendance à la hausse depuis janvier 2019, le Chili a montré une tendance à la baisse, avec des baisses constantes d'une année à l'autre. Des phénomènes récents tels que les migrations vers un deuxième pays et les retours ainsi que

la montée de la xénophobie au Chili pourraient avoir contribué à cette tendance à la baisse au cours des deux dernières années (INURED, 2020).

FIG 11. Total des transferts de fonds (en USD) et progression sur un an des transferts (%) du Brésil vers Haïti de janvier 2019 à août 2020, incluant la période de COVID-19

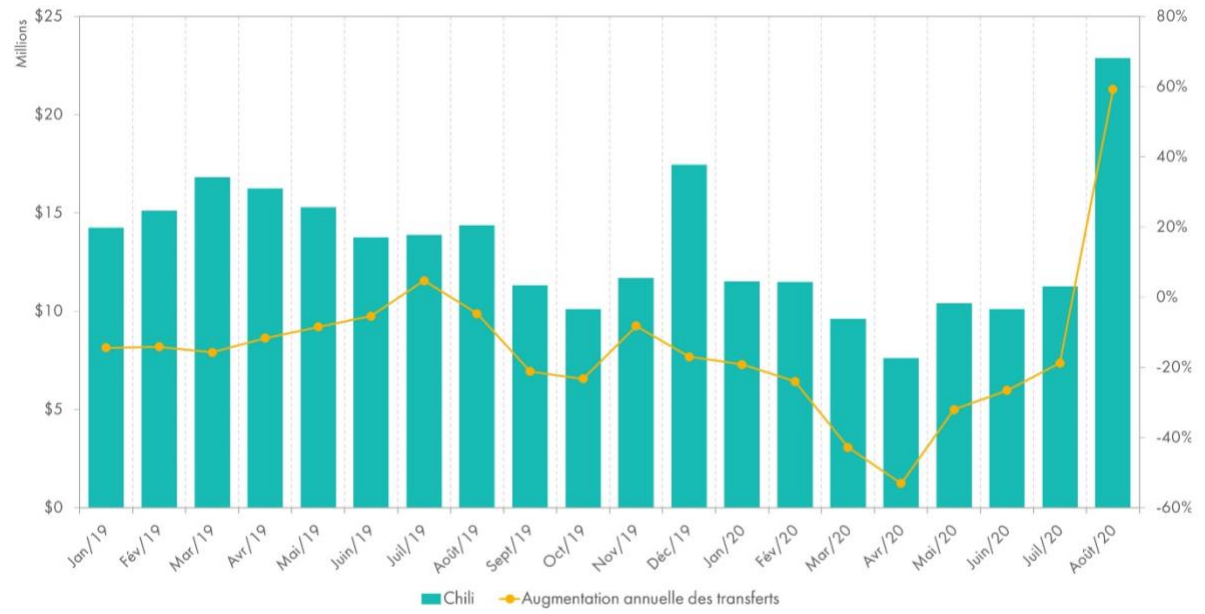


Comme mentionné précédemment, la nature informelle d'une partie importante des flux d'envois de fonds en direction d'Haïti, entre autres facteurs, rend ce phénomène difficile à quantifier avec exactitude. De plus, le coût élevé des envois de fonds dans certains contextes augmente la participation à l'économie informelle des transferts d'argent. Cela est particulièrement le cas des transferts de la République dominicaine à Haïti, où le coût des transferts d'argent avant la pandémie était d'environ **8 %**, passant à plus de **10 %** pendant la pandémie (Banque mondiale, 2020c). En outre, le paysage des transferts de fonds en Haïti connaît actuellement des changements spectaculaires, la banque centrale instaurant en octobre 2020 une politique, qui fut initialement retardée suite à des manifestations, exigeant que les maisons de transfert paient en gourdes haïtiennes et non en dollars américains, indépendamment de la monnaie utilisée dans le pays d'origine (Charles, 2020). Cela a provoqué des perturbations à grande échelle dans les services de transfert, de nombreux établissements de transfert protestant contre la nouvelle réglementation tout en imposant leurs propres taux de change prédateurs au détriment des ménages haïtiens destinataires des fonds.

Concernant l'échantillon général de l'étude, **81 %** des ménages ont fait état de perturbations dans les transferts de fonds de membres en provenance de membre de la famille ou d'amis entre mars 2020 et mai 2020 (voir **tableau 7** ; "Oui" indique des perturbations dans les transferts de fonds). Bien que cette proportion soit très importante, il n'est pas certain que ces perturbations aient été liées à des problèmes d'accès (par exemple, le fait de ne pas pouvoir retirer des transferts de fonds en raison de la fermeture d'une entreprise) ou à des baisses du volume des transferts. Il est évident, à l'examen des données de la BRH, qu'il y a eu une diminution des transferts en glissement annuel en mars 2020 (**-8,2 %** par rapport à mars 2019) et en avril 2020 (**-4,3 %**) et une baisse significative en avril 2020 du nombre de transferts reçus, mais l'ampleur de la reprise générale en mai 2020 a été substantielle, quand le volume total des transferts vers Haïti a connu une augmentation de **36,2 %** en glissement annuel. Ces pourquoi les conclusions quant aux perturbations des transferts de fonds issues des données de l'étude devraient être confrontées à l'analyse des données officielles de la BRH, qui pourrait fournir des

données plus généralisables sur les impacts à plus grande échelle des perturbations des transferts de fonds en Haïti pendant la pandémie. Ce qui reste incertain, c'est dans quelle mesure l'augmentation des volumes de transferts - jusqu'à présent maintenus - est le résultat de restrictions de mobilité qui pourraient avoir impacté le transfert de fonds informels (comme ceux venant de la République dominicaine). Les migrants internationaux et internes ont pu recourir aux canaux formels de transfert de fonds dans une situation où les canaux informels se sont taris ou tout du moins contractés (McAuliffe, 2020). Une analyse plus poussée des données sur les transferts de fonds officiels jusqu'en 2021 sera nécessaire pour quantifier plus précisément les conséquences à long terme de la COVID-19 sur l'économie des transferts de fonds en Haïti.

FIG 12. Total des transferts de fonds (en USD) et progression annuelle des transferts (en %) du Chili vers Haïti de janvier 2019 à août 2020, incluant la période de COVID-19



Malgré l'analyse préliminaire d'organisations internationales telles que la Banque mondiale et le FMI indiquant une réduction des transferts de fonds vers les PFR (Pays à Faible Revenu), les données par pays pour Haïti démontrent le contraire. À la suite des difficultés politiques et économiques extrêmes du pays, les envois de fonds se sont une fois de plus avérés être une ressource essentielle pour la survie et illustrent une manière par laquelle les ménages mobilisent les réseaux migratoires transnationaux comme une méthode pour atténuer les impacts des situations de crise. Les répercussions visant de façon asymétrique les migrants dans la région ALC, ainsi que les envois de fonds depuis cette région, se sont cependant avérés réels, puisque les envois de fonds en provenance des pays du Nord - principalement les États-Unis - ont représenté une puissante force d'atténuation pendant la pandémie de COVID-19, tandis que les transferts provenant des principaux pays de destination du Sud, comme le Brésil et le Chili en particulier, ont connu une baisse significative en termes de différences d'une année sur l'autre.

TAB 7. Perturbations des transferts de fonds par zone urbaine/rurale

	Rural	Urbain	Total
Non	2 (7%)	27 (93%)	**29 (19%)**
Oui	19 (15%)	106 (85%)	**125 (81%)**
Ne sait pas	0 (0%)	1 (100%)	**1 (<1%)**
Total	**21 (14%)**	**134 (86%)**	**155 (100%)**

3.2 VIOLENCES CONTRE LES FEMMES ET LES FILLES

À l'échelle mondiale, une femme sur trois (âgée de 15 à 49 ans) a subi une forme ou une autre de violence sexiste (Gender Based Violence, GBV), le plus souvent infligées par un partenaire intime (ONU Femmes, 2020a ; Tøraasen, 2019). La violence liée au genre (VLG) est considérée comme un "problème grave" dans la région ALC, avec des conséquences négatives immédiates et à long terme sur la santé des survivantes, des personnes à leur charge et de la société (Banque mondiale, 2020a). Les femmes font partie des groupes les plus vulnérables en Haïti, car elles sont socialement, économiquement et politiquement marginalisées par les institutions haïtiennes et dans les familles (INURED, 2017b). Les conséquences sont graves car Haïti a les taux de fertilité et de mortalité maternelle les plus élevés de la région ALC (INURED, 2017b ; Maternowska, 2006). En fait, les taux de mortalité maternelle se sont aggravés entre 2000 et 2017. En Haïti, la violence est un fait courant et les femmes et les filles sont particulièrement vulnérables à toutes ses formes. Une enquête nationale rétrospective de 2012 sur la violence contre les enfants en Haïti a mis en évidence que **67 %** des 2916 participants avaient subi des violences physiques durant l'enfance (Flynn-O'Brien et al., 2016). Cependant, la même étude a montré qu'une plus grande proportion de filles ont subi des violences physiques, sexuelles et émotionnelles par rapport à leurs homologues masculins (Reza et al., 2014). L'étude a également révélé qu'une plus grande proportion de filles que de garçons ont connu la situation d'enfants *restaveks* (enfants en domesticité) et qu'elles étaient plus susceptibles, en tant que restaveks, de rapporter avoir subi des abus physiques et sexuels que les enfants qui n'avaient pas été en servitude domestique (Gilbert et al., 2017). Lorsqu'une fille est violée, ses chances d'être à nouveau violée augmentent, même à l'âge adulte. Au cours d'une pandémie mondiale, on ne s'attend pas à ce que la violence liée au sexe diminue. En fait, ces incidences sont connues pour augmenter en temps de crise.

Il a été largement constaté que la violence liée au genre en particulier la violence domestique, a augmenté dans le monde entier au cours de la pandémie en raison des mesures de confinement imposées par les gouvernements et de l'augmentation du temps passé à la maison (ONU Femmes, 2020c ; Hall et Tucker, 2020). Parmi les raisons invoquées pour ces pics de violence liée au sexe, on trouve "la combinaison d'une tension accrue, du stress et des conditions de confinement au foyer" (Banque mondiale, 2020e, p. 12). La note de politique générale de la Banque mondiale (2020d) suggère que les perturbations scolaires liées à la COVID-19 auront des conséquences affectant de façon disproportionnée les filles qui pourraient être chargées de responsabilités supplémentaires liées aux soins à la maison. Bien que cela ne soit pas indiqué dans la note de politique générale, les jeunes filles peuvent également être davantage exposées à la violence à la maison dans des conditions aussi stressantes et économiquement précaires. Agüero (2020) a systématiquement montré comment les appels à une ligne d'assistance téléphonique aux victimes de violence domestique au Pérou ont augmenté pendant le confinement dû à la COVID-19 - un pays où il est estimé que **58 %** des femmes ont été victimes de violence liée au sexe.

La confluence d'inégalités préexistantes entre les sexes et d'une économie fragile en Haïti a conduit à une situation d'extrême vulnérabilité pour les femmes. En examinant les dix indicateurs politiques clés d'ONU Femmes pour une réponse sexospécifique à la crise de COVID-19, il devient clair que ces

vulnérabilités peuvent s'accumuler. L'indicateur n°2, par exemple, déclare que "les femmes dans l'économie informelle sont particulièrement vulnérables" en raison de leur manque général d'accès à un travail décent et aux prestations associés (ONU Femmes, 2020a).

Dans l'échantillon de l'étude, **quarante-deux pour cent** (**42 %**) de tous les répondants ont déclaré que la violence liée au sexe avait augmenté durant la pandémie, tandis qu'un peu moins d'un quart (**24 %**) ont déclaré que ces incidences de violence étaient restées constantes. Dans une interview précise, une victime récente de violence sexuelle a exprimé sa rage quant à la vulnérabilité des femmes dans la société haïtienne :

> *"Moi, personnellement, j'ai été victime d'un viol pendant la pandémie. Mais je ne fais pas de distinction parce que cela n'est pas dû au virus, parce que cela arrive souvent ici. Les femmes n'en parlent pas ! Cela aurait pu m'arriver avant. Le pire, c'est que je vois mon violeur et qu'il est arrogant. C'est moi qui dois baisser les yeux à chaque fois !"*

Cette femme affirme que la pandémie n'a pas créé les conditions pour qu'elle soit violée mais qu'elle, de même que toutes les femmes haïtiennes, peut être victime de violence sexuelle à tout moment. Bien que cette citation ne soit pas représentative de l'échantillon, elle exprime l'extrême vulnérabilité des femmes dans la société haïtienne. Non seulement elle pense n'avoir aucun recours juridique, mais elle doit maintenant baisser la tête de honte alors que son agresseur se promène librement. De plus, elle déclare ne pas recevoir d'empathie de la part des autres femmes qui, d'après elle, ne lui apportent aucun soutien émotionnel :

> *"Elles ne savent pas ce que c'est que d'être violée. Elles minimisent la chose".*

Certaines participantes à l'enquête ont exprimé leur malaise à discuter du thème de la violence, ce qui peut expliquer leur réticence à l'admettre. Une répondante est devenue distante à cet endroit du questionnaire et fit la remarque suivante :

> *"Mais vous m'aviez dit que nous allions parler d'éducation et du coronavirus... Je ne connais pas grand-chose sur [la violence] ... Je n'écoute pas les nouvelles ces jours-ci."*

Cela pourrait également expliquer le fait que les femmes de l'échantillon représentent **13** des **15** réponses (**86%**) niant que les femmes aient été victimes de violence durant la pandémie (catégorie de réponse : "Les femmes et les filles n'ont pas subi de violence durant la pandémie") dans le **tableau 8**. Si un partenaire masculin était dans les environs au moment de l'entretien, les femmes étaient peut-être moins franches pour discuter des incidents de violence liée au sexe. En outre, cela pourrait être lié à la honte ou à la conception que les femmes ont de la violence liée au genre comme un acte perpétré par une personne autre qu'un partenaire intime, comme par exemple un étranger. Il n'y a pas de différence notable dans la perception de la violence liée au sexe entre les zones urbaines et les zones rurales.

TAB 8. Perceptions de la violence fondée sur le sexe, selon le sexe

	Femmes	Hommes	Total
Les femmes et les filles n'ont pas subi de violence pendant la pandémie	13 (86%)	2 (14%)	**15 (3%)**
Les femmes et les filles ont subi le même niveau de violence qu´avant	77 (64%)	44 (36%)	**121 (24%)**
Les femmes et les filles ont subi plus de violence qu´avant la pandémie	150 (69%)	66 (31%)	**216 (43%)**
Ne sait pas	119 (77%)	35 (23%)	**154 (30%)**

	Femmes	Hommes	Total
Refuse de répondre	1 (100%)	0 (0%)	**1 (<1%)**
Total	**360 (71%)**	**147 (29%)**	**507 (100%)**

Pour ce qui est des perceptions de la violence liée au sexe, **42 %** des femmes (**44 %** des hommes) ont fait état d'une escalade de la violence au cours de la pandémie et **33 %** des femmes (**23 %** des hommes) ont déclaré n'en rien savoir. Comme mentionné précédemment, en raison de la nature sensible de la violence liée au sexe et des questions apparentées, la réticence de certaines femmes à répondre à ces questions peut expliquer la proportion plus élevée de réponses féminines "Ne sait pas".

Parmi les répondants qui ont signalé une escalade de la violence durant la pandémie, la grande majorité (**69 %**) a cité la pression économique due au fait d'avoir peu ou pas d'argent (voir **tableau 9**). Cette réalité se vérifie dans les communautés tant urbaines que rurales. Il est important de noter que les femmes pauvres ou sans revenus sont exposées à des risques plus grands en termes d'exposition à la COVID-19 et de son impact sur leur vie et leurs moyens de subsistance (ONU Femmes, 2020a). À cet égard, le concept de syndémie de Merrill Singer gagne en force théorique pour encadrer de futures recherches, car Gravlee (2020) a montré que la COVID-19 est connue pour avoir des impacts inégaux selon les lignes socio-économiques et de genre. Gravlee et Hall (2020) ont commencé à rendre opérationnel ce cadre conceptuel dans leur recherche sur la COVID-19 en tenant compte des impacts multidimensionnels du virus sur les populations vulnérables, tout en soulignant les impacts synergiques du virus avec d'autres épidémies telles que la violence liée au sexe.

Les réponses attribuant l'augmentation de la violence liée au sexe à la pression économique ont été précédées par le sentiment de frustration à l'égard du gouvernement, qui s'est classée plus haut parmi les participants urbains au questionnaire (**2e**) que parmi ses participants ruraux (**3e**). Dans le contexte rural, le stress social lié à la peur d'être infecté a été classé en deuxième position et considéré comme ayant contribué à l'augmentation de la violence liée au genre. Le niveau plus élevé de frustration à l'égard du gouvernement parmi les participants urbains peut s'expliquer par l'absence relative et le manque de portée capillaire du gouvernement dans les zones rurales, en contraste avec à sa présence physique (par exemple agences, bureaux, etc.) et son accessibilité dans les zones urbaines. En particulier, de nombreuses villes ont été assaillies par des manifestations de rue, souvent violentes, associées au peyi lòk et au scandale PetroCaribe. Cependant, la réaction d'un participant du milieu urbain peut avoir été influencée par une récente modification du code pénal annoncée par le président Moïse en juillet 2020. L'amendement réduit l'âge du consentement sexuel de 18 à 15 ans, ce qui a amené le participant à déclarer :

> "*Le gouvernement vient de rendre légaux tous les actes sexuels avec un mineur de 15 ans. Les prédateurs n'hésiteront plus !*"

Du point de vue de ce répondant, le gouvernement a donné carte blanche aux déviants sexuels. D'après les données sur les perceptions générées dans la présente étude, apparaît clairement l'idée selon laquelle les incidents de violence liée au genre ont effectivement augmenté en Haïti au cours de la pandémie de COVID-19, comme c'est le cas dans la plupart des autres régions du monde. Il est important de noter que les graves conséquences économiques que la pandémie a et aura sur Haïti et la diaspora haïtienne sont susceptibles d'amplifier la vulnérabilité des femmes et des filles, entraînant une augmentation de la violence liée au sexe. Bien que certains acteurs clés, tels que la Banque mondiale et ONU Femmes, aient tenté de mettre la recherche et l'information sur les considérations de genre au premier plan de la lutte mondiale contre la COVID-19, une vision cohérente des expériences des femmes et des filles durant la pandémie reste encore à réaliser. Dans leur récente Analyse rapide en termes de genre menée en Haïti de mai à septembre 2020, CARE et ONU Femmes (2020) ont

fourni des estimations préliminaires indiquant une augmentation de **5** à **40 %** de la violences liée au sexe. Le large éventail de cette estimation est révélateur du manque de données fiables sur la violence liée au sexe durant la pandémie.

Plus récemment, un reportage saisissant publié dans la presse locale a révélé une enquête en cours sur plus de 40 jeunes filles âgées de 14 à 17 ans qui sont tombées enceintes pendant la pandémie de coronavirus à Beaumont, un village de quelque 12 000 habitants dans le département de la Grande-Anse (Dorsainville, 2020 ; Haïti Libre, 2020). Toutes les filles fréquentaient la même école, l'École de la Prophétie, certaines ont été contraintes d'interrompre leurs études, et 4 ont déclaré que la grossesse résultait d'une agression sexuelle (Dorsainville, 2020). L'Initiative Départementale contre la Traite et le Trafic des Enfants (IDETTE) et l'Institut du Bien-Être Social et de Recherches (IBESR) ont mis en évidence la prévalence des abus sexuels de la part d'éducateurs et d'administrateurs de l'école, qui auraient selon certaines sources profité de la vulnérabilité des adolescentes et des jeunes femmes (Haïti Libre, 2020). Cependant, ils ne sont pas les seuls coupables de ces abus, car une enquête en cours a révélé que les auteurs des grossesses pères de ces victimes sont âgés de 18 et 57 ans (Dorsainville, 2020). En outre, il existe des rapports d'un scandale beaucoup plus vaste dans le département de la Grand-Anse. Soixante-quatorze (74) adolescentes et jeunes filles sont tombées enceintes dans huit écoles de la commune de Beaumont, et vingt-quatre (24) jeunes filles auraient subi le même sort au Lycée National de Corail, une commune voisine de Beaumont, et d'autres parents se manifestent pour signaler que leur fille est tombée enceinte dans des circonstances anormales, voire d'exploitation (ibid).

Témoignage de la nature envahissante de ce phénomène, l'un des agresseurs serait le fils du juge de paix chargé en charge de l'enquête. Il convient de noter que l'une de ses victimes présumées - car il y en aurait eu plus d'une - est la fille du directeur de l'École de la Prophétie, qui est l'école au cœur du scandale de Beaumont. L'agresseur aurait utilisé une arme à feu pour maîtriser ses victimes durant l'agression sexuelle (ibid). On rapporte qu'en Haïti, les victimes ne se manifestent souvent pas auprès de la justice en raison des coûts liés au dépôt d'une plainte au tribunal. Les rapports sur le scandale de Beaumont indiquent que les transports publics de Beaumont à Jérémie, où se trouve le tribunal le plus proche, coûtent environ 3 000 gourdes haïtiennes (50 dollars US) par trajet et que le dépôt d'une plainte au tribunal nécessite de multiples trajets, trop coûteux pour les familles pauvres et rurales. D'où la pratique répandue qui consiste à négocier une indemnisation des victimes entre la famille de la victime et celle de l'agresseur devant un notaire local. Les familles des victimes considèrent cette alternative comme la seule forme de recours viable et comme étant la moins coûteuse. Les familles de victimes peuvent être indemnisées à hauteur de 30 000 à 40 000 gourdes haïtiennes (500 à 667 dollars) au lieu de la coûteuse poursuite d'une justice qui échappe souvent aux victimes d'agressions ou d'abus sexuels en Haïti (ibid).

Ce rapport démontre que la violence liée au sexe est un problème grave en Haïti. D'autres études ont révélé que la violence liée au sexe est un problème auquel sont confrontées les jeunes filles et les femmes haïtiennes qui fréquentent les établissements d'enseignement (Cela, 2017 ; INURED, 2010), et c'est un problème qui est existait déjà avant la pandémie. Les conséquences de la pandémie semblent avoir exacerbé ces tendances dans les communautés rurales de Beaumont et Corail, et peut-être ailleurs en Haïti, car les prédateurs peuvent mettre à profit la multiplicité des vulnérabilités affectant les jeunes filles et les jeunes femmes lors des fermetures d'écoles, pour leur propre bénéfice sexuel. Ce que ce scandale révèle, parallèlement aux résultats des études, c'est que la vulnérabilité des femmes et des jeunes filles en Haïti a augmenté au cours de la pandémie.

TAB 9. Perceptions urbaines et rurales de la violence fondée sur le sexe, selon le sexe

	Rural	Urbain	Total
La pression économique est forte car il y a peu/pas d´argent	21 (13%)	135 (87%)	**156 (70%)**
Il y a beaucoup d'insatisfaction liée au gouvernement	6 (29%)	15 (71%)	**21 (9%)**
L'infection par le coronavirus est une source de stress social	9 (39%)	14 (61%)	**23 (10%)**
Autre	6 (40%)	9 (60%)	**15 (7%)**
Ne sait pas	2 (18%)	9 (82%)	**11 (5%)**
Total	**44 (19%)**	**182 (81%)**	**226 (100)**

En effet, les considérations qui précèdent montrent que pendant la COVID-19, la majorité des personnes interrogées ont le sentiment que la violence à l'égard des femmes et des filles a augmenté, et les informations de presse semblent corroborer leurs perceptions. Comme indiqué plus haut, les rapports du RNDDH (2020) suggèrent que l'insécurité qui a ravagé Haïti pendant la pandémie, les différents cas d'enlèvements, de viols et d'assassinats, n'ont pas épargné les femmes. Au contraire, les femmes sont les plus vulnérables car lorsqu'elles sont kidnappées, elles sont très souvent violées, torturées et/ou assassinées. Le cas d'Evelyne Sincère, une lycéenne qui a été kidnappée, agressée sexuellement, puis assassinée en novembre 2020 en est le témoignage (Lemaire & Vilme, 2020).

3.3 ENSEIGNEMENT PRIMAIRE ET EXPERIENCES DE SCOLARISATION A DOMICILE

Dans cette étude, la quasi-majorité des foyers (**99 %**) comptant des enfants en âge d'aller à l'école primaire a déclaré avoir subi des interruptions de scolarité pendant la pandémie de COVID-19. Selon UNICEF Haïti, les écoles ont été fermées pendant une période de quatre mois, affectant approximativement quatre millions d'élèves (UNICEF, 2020). Le **tableau 10** montre la présentation de la **question 5.2** (Y-a-t-il dans le foyer des enfants qui ne vont pas à l'école à cause du coronavirus ?) dans ses dimensions à la fois urbaines et rurales. Il est intéressant de noter que seuls **deux** foyers (**moins de 1 %**) ont déclaré que tous les enfants étaient scolarisés, dans les deux cas dans le contexte rural.

TAB 10. COVID-19 et perturbations de la scolarité par zone urbaine/rurale

	Rural	Urbain	Total
Non	2 (100%)	0 (0%)	**2 (<1%)**
Oui	99 (19%)	410 (81%)	**509 (>99%)**
Total	**101 (20%)**	**410 (80%)**	**511 (100%)**

Concernant les fermetures d'écoles précédentes, la plupart des ménages ont déclaré que ces fermetures étaient dues au peyi lòk. Les écoles ont repris leurs activités seulement quelques semaines avant que la pandémie ne soit officiellement déclarée en mars 2020 en Haïti, lorsque les premiers cas

de COVID-19 ont été rapportés. Si l'on tient compte du peyi lòk et des fermetures d'écoles dues à la COVID-19, les élèves haïtiens ont connu des interruptions de scolarité allant jusqu'à 8 mois entre septembre 2019 et août 2020, selon l'école et la situation de la famille. Il est cependant significatif qu'un nombre écrasant de ménages ruraux (**89,2 %**) aient déclaré que les écoles n'étaient pas fermées durant le peyi lòk (voir **tableau 11**). Au cours d'une discussion de groupe, des parents ont confirmé cela : "Les enfants des provinces, je pourrais dire qu'ils ont eu de la chance, ils ont réalisé une bonne partie de leur programme parce qu'il y avait beaucoup de provinces où les écoles ont fonctionné de septembre [2019] à mars [2020]. Cela montre que le peyi lòk est en grande partie un phénomène urbain, avec des impacts différentiels selon les zones urbaines et rurales.

Au cours des entretiens et des discussions au sein des groupes témoins, plusieurs enseignants ont exprimé une inquiétude quant à l'impact psychologique du peyi lòk sur les élèves des centres urbains:

> *"L'apprentissage ne peut pas se faire dans un environnement qui n'est pas sain. Psychologiquement parlant, l'enfant ne se sent pas en sécurité". (Un participant d'un groupe de discussion, septembre 2020).*
>
> *"Pour les étudiants du centre-ville, ils ont été directement touchés parce qu'ils ne pouvaient pas aller à l'école. Non seulement ils ne pouvaient pas aller à l'école, mais ils ne pouvaient pas s'assurer de quand ils y retourneraient " (Entretien, août 2020).*
>
> *"Même si l'enfant est capable d'aller à l'école, avec ce qu'il entend, ce que les gens disent, et même de ce qu'il n'entend pas mais qu'il imagine, tout cela peut les mettre dans une situation où ils ne peuvent pas se concentrer, ils ne peuvent pas se concentrer sur ce qui se fait". (Un participant d'un groupe de discussion, septembre 2020).*
>
> *"Les enfants voient tout ce qui se passe... ils le vivent. Lorsqu'ils retournent à l'école, ils parlent surtout de cela. Ils ont peur, c'est ce qu'ils vivent dans leur quartier, dans leur voisinage. C'est ce dont ils parlent". (Un participant d'un groupe de discussion, septembre 2020).*

Il est clair que ces éducateurs étaient préoccupés de l'impact émotionnel des troubles politiques sur leurs élèves, en particulier, et sur les enfants d'Haïti, plus généralement. Ces perturbations dues au peyi lòk intervenues avant la pandémie auraient privé les élèves de plusieurs mois supplémentaires d'enseignement en salle de classe.

TAB 11. Perturbation de la scolarité primaire pendant le "Peyi Lòk" par zone urbaine/rurale

	Rural	Urbain	Total
Non	58 (89%)	7 (11%)	**65 (13%)**
Oui, mais l'école a envoyé des leçons (sur papier ou virtuelles)	0 (0%)	47 (100%)	**47 (9%)**
Oui, l´école a été fermée	43 (11%)	354 (89%)	**397 (78%)**
Ne sait pas	0 (0%)	2 (100%)	**2 (<1%)**
Total	**101 (20%)**	**410 (80%)**	**511 (100%)**

Au cours d'une discussion au sein d'un groupe témoin, un éducateur a commenté comme suit les mois de fermeture des écoles et ce que ces interruptions signifiaient pour les écoliers de primaire :

"…d'une manière générale, que ce soit le peyi lòk, le premier confinement, le deuxième confinement, ou autre, que ce soit la COVID-19, cela a un grand impact sur le système éducatif. Si vous prenez l'enseignement primaire, qui est la base de tout niveau [éducatif] que vous souhaitez atteindre, une fois que l'enfant a accumulé toutes ces lacunes, elles resteront avec lui pour toujours".

Ces craintes liées aux semaines, et dans certains cas, aux mois de classe perdus sont à ce jour encore débattues. Aux États-Unis, ces préoccupations sont exprimées en termes de "génération perdue" (Strauss, 2020), certains craignant que les élèves ne se remettent jamais complètement de ces interruptions éducatives. Toutefois, ces préoccupations peuvent être légitimes dans un contexte caractérisé par une violence structurelle extrême, notamment l'instabilité politique et économique, ainsi que par un système de santé compromis et largement inaccessible en cas de pandémie mondiale.

Sur le plan de l'éducation, le mouvement peyi lòk et la fermeture d'écoles à cause de la COVID-19 ont eu des effets négatifs sur l'apprentissage des enfants. Avec la fermeture d'environ 70 % des écoles pendant le peyi lòk (pays bloqué) politique et les fermetures complètes durant environ 5 mois en raison du peyi lòk du système de santé publique, le processus d'enseignement/apprentissage a été gravement perturbé. Les enfants qui ne peuvent pas aller à l'école et/ou qui n'ont pas à la maison le soutien nécessaire pour faciliter l'acquisition des savoirs peuvent développer des retards graves d'apprentissage. Ces deux événements contribuent également au renforcement des inégalités existant entre les différents types et qualités d'écoles en Haïti (Luzincourt & Gulbrandson, 2010).

TAB 12. Type d'école primaire fréquentée, par zone urbaine/rurale

	Rural	Urbain	Total
École privée communautaire	1 (10%)	9 (90%)	**10**
École privée paroissiale	10 (16%)	54 (84%)	**64**
École privée	65 (19%)	273 (81%)	**338**
École publique	25 (25%)	74 (75%)	**99**
Total	**101 (20%)**	**410 (80%)**	**511**

Dans un contexte où **88 %** des écoles sont gérées par le secteur privé en raison d'une mauvaise gouvernance et de la capacité limitée du gouvernement à fournir des services éducatifs, de nombreuses familles sont confrontées au paiement des frais de scolarité, bien que la Constitution haïtienne garantisse le droit fondamental des enfants aux six premières années de scolarité (UNESCO, 2017 ; UNESCO, 2020). Le **tableau 12** montre clairement que c'est également le cas dans l'échantillon de l'étude, où **81 %** des étudiants fréquentent une sorte d'institution privée. Il n'y a pas de différences significatives entre les proportions globales et les proportions urbaines et rurales. Il semble toutefois que l'accès aux écoles communautaires privées soit plus important dans les zones urbaines. Des données ont également été recueillies pour savoir si les familles recevaient un soutien extérieur de la part de migrants pour couvrir les frais de scolarité et le paiement des droits, mais aucun résultat significatif n'est apparu. Il est toutefois intéressant de noter que sur les **68** répondants qui recevaient un soutien financier pour les frais de scolarité de l'enfant n°1, seuls **quatre** des foyers étaient ruraux. Cela pourrait suggérer qu'il existe des différences dans l'accès aux envois de fonds entre les sous-groupes urbains et ruraux et que les ménages urbains avec des migrants à l'étranger auraient un accès plus direct aux ressources que les ménages ruraux avec des migrants.

TAB 13. Les défis de l'enseignement à domicile, par zone urbaine/rurale

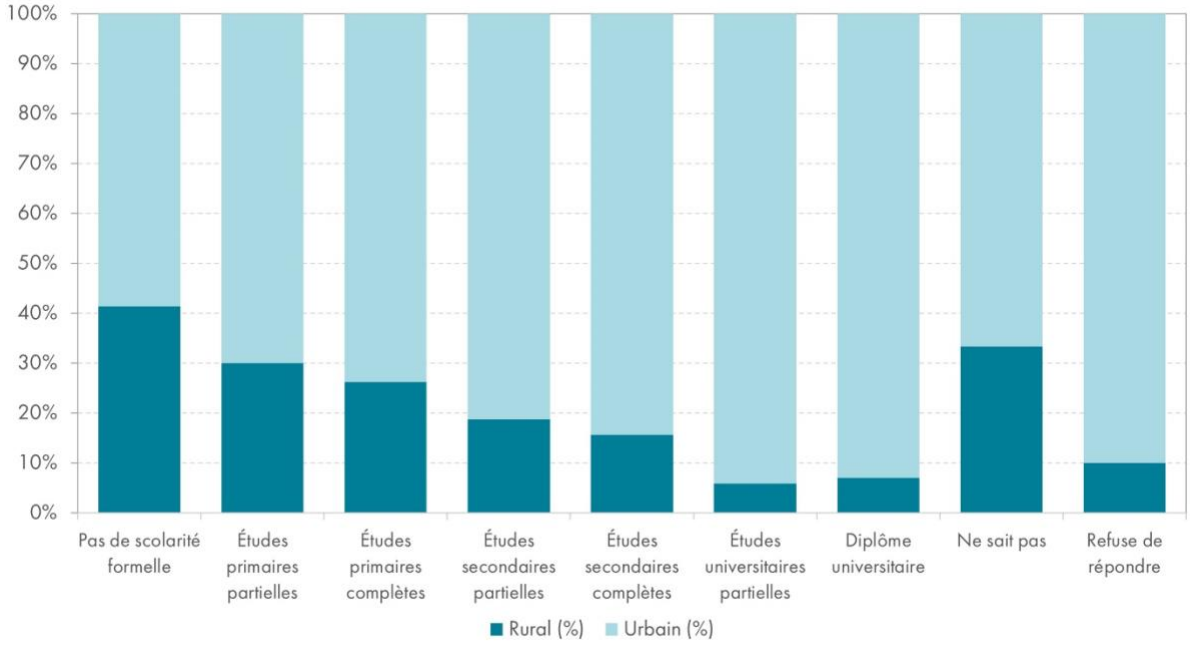
	Rural	Urbain	Total
Problèmes de motivation	0 (0%)	10 (100%)	**10 (7%)**
Nous ne sommes pas des enseignants, nous ne pouvons pas les instruire correctement	1 (3%)	35 (97%)	**36 (24%)**
Nous n'avons pas d'espace de travail adapté à l´enfant/aux enfants	0 (0%)	17 (100%)	**17 (11%)**
Nous n'avons pas d'horaire fixe pour leur scolarité	0 (0%)	5 (100%)	**5 (3%)**
Nous n'avons pas suffisamment de matériel pour l'enfant/les enfants (par exemple, papier, stylos, crayons, cahiers, etc.)	0 (0%)	7 (100%)	**7 (5%)**
Nous n'avons pas l'équipement/la technologie appropriés pour qu'ils puissent faire leur travail	0 (0%)	22 (100%)	**22 (15%)**
Nous n'avons pas le temps de faire leurs leçons avec eux	0 (0%)	21 (100%)	**21 (14%)**
Ne sait pas	0 (0%)	5 (100%)	**5 (3%)**
Autres	6 (24%)	19 (76%)	**25 (17%)**
Total	**7 (47%)**	**141 (53%)**	**148 (100%)**

Il y a eu très peu de réponses rurales aux questions concernant les défis de l'enseignement à domicile. Cela est compréhensible car les participants ruraux ayant des enfants en âge d'aller à l'école primaire étaient moins susceptibles de connaître des interruptions de scolarité pendant la pandémie. Presque un quart (**24,8 %,** soit **35** sur **141**) des parents urbains qui ont déclaré avoir rencontré des difficultés avec l'enseignement à la maison se plaignaient de n'être pas enseignants. Cela est compréhensible, car Haïti a durant toute son histoire souffert de niveaux élevés d'analphabétisme et d'un faible niveau d'éducation qui n'ont été abordés que ces dernières décennies grâce à l'initiative mondiale "Éducation pour tous". Naturellement, les parents peuvent exprimer une réticence à endosser le rôle d'éducateur, même de substitution. Un enseignant s'est inquiété de l'envoi de travail à la maison, car il a reconnu que certains parents pourraient ne pas être en mesure d'enseigner le contenu :

> *"Lorsque vous envoyez le travail à faire à la maison à l'élève... le parent peut l'enseigner de toutes sortes de façons et parfois l'enfant ne le comprendra pas vraiment. Le parent peut ne pas avoir le niveau [d'éducation] nécessaire pour l'expliquer à l'enfant".*

Les deuxième et troisième difficultés les plus fréquemment rapportées par les répondants en zone urbaine sont, respectivement, le manque d'équipements/technologies appropriés et le manque de temps pour aider les enfants à apprendre leurs leçons.

FIG 13. Rapport sur l'impact négatif sur les enfants des interruptions de scolarité dues à la COVID-19, par zone urbaine/rurale



La **figure 13** met en évidence les principaux impacts négatifs de la COVID-19 par sous-groupes urbains et ruraux. En termes de classement, la réponse "Ils n'apprennent rien pendant la pandémie" est classée première pour le sous-groupe rural tandis que la réponse "Ils sont devenus paresseux" se classe premier pour le sous-groupe urbain. Ces deux catégories représentent plus de la moitié des réponses pour chaque sous-groupe de même que pour l'échantillon global. Il est important de noter que la réponse "Ils régressent" a été codée postérieurement comme une catégorie de réponse en raison de son importance relative dans les réponses données dans la catégorie "Autres". Au cours des discussions de groupes témoins, les éducateurs ont exprimé des inquiétudes similaires à propos des étudiants : "On a l'impression qu'ils ont des difficultés en lecture, en mathématiques, en mémorisation !" Cependant, un enseignant a exprimé des préoccupations quant à l'impact économique de ces perturbations qui ont réduit les revenus des familles : "S'il n'y a pas assez d'argent dans le foyer, [l'élève] peut être mal nourri. [Cela] peut rendre les études difficiles".

Un sujet qui a émergé au cours des discussions des groupes témoins était les craintes des étudiants concernant le virus de la COVID-19 :

> *“Quand nous avons fermé [l'école], des enfants disaient : "Je vais mourir". C'est arrivé au point où si un élève éternuait, tous les enfants couraient. Ils avaient très peur, surtout quand ils ont entendu dire que [le gouvernement] creusait des fosses [d'inhumation], ils se préparaient à ce que des gens meurent. Certains enfants ont quitté [l'école] le jour même".*

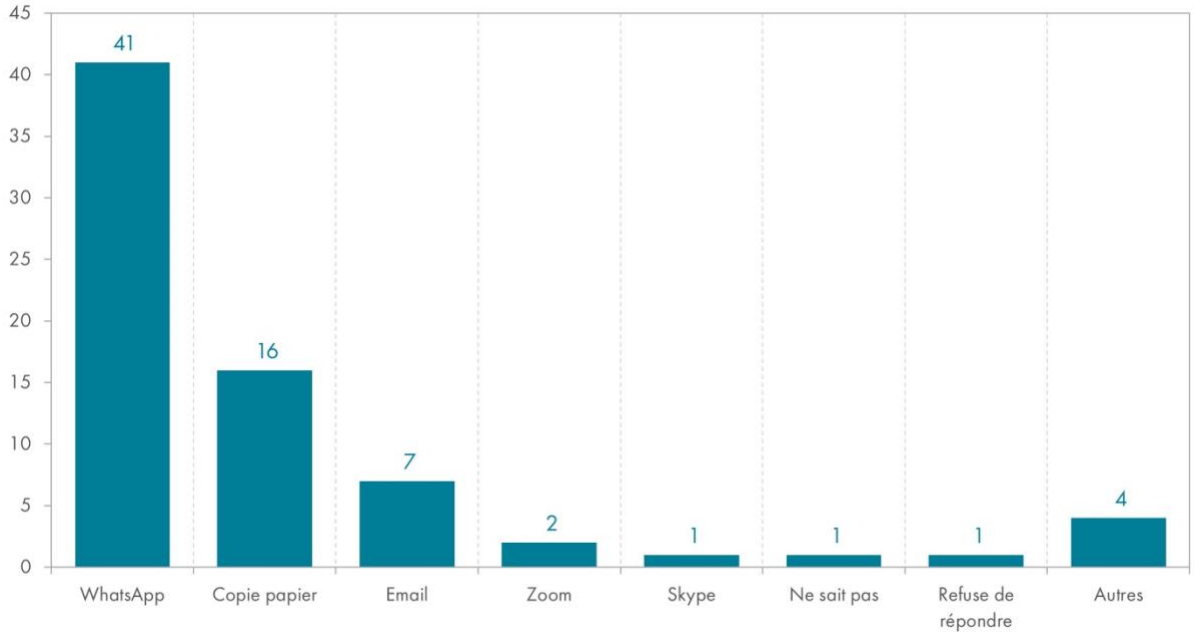
Cette déclaration d’un enseignant fait référence aux projections gouvernementales qui suggéraient que d'ici l'été 2020, le nombre de morts s’élèverait de façon considérable. En réaction, le gouvernement a commencé à préparer des sites d'enterrement de masse pour les victimes de la COVID-19. Ceci, tout naturellement, a pu avoir un impact psychologique profond sur certains élèves.

TAB 14. Enfants du foyer participant à l'enseignement virtuel par zone urbaine/rurale

	Rural	Urbain	Total
Non	90 (22%)	327 (78%)	**417 (82%)**
Oui	10 (11%)	83 (89%)	**93 (18%)**
Total	**100 (20%)**	**410 (80%)**	**510 (100%)**

Dans le **tableau 14**, un tableau des enfants qui ont pris part à l'enseignement à distance pendant la pandémie est proposé par zone urbaine/rurale (une réponse "oui" indique qu'ils participaient à un enseignement virtuel). Les résultats contiennent de nombreuses réponses AR (aucune réponse ou réponse vierge), en particulier dans le sous-groupe rural. Étant donnée l'infrastructure limitée des télécommunications et de l'internet dans l'ensemble d'Haïti, il serait difficile, au mieux, et presque impossible dans la plupart des contextes ruraux, que les élèves puissent suivre un enseignement virtuel. D'après le **tableau 13**, les enfants de seulement **10 %** des foyers ruraux suivent un enseignement virtuel, contre 20 % en contexte urbain. Indépendamment du sous-groupe, plus de **80 %** des ménages ont déclaré ne pas avoir d'enfant prenant part à l'enseignement virtuel (**417** des **510** répondants). Ces données concordent avec un récent rapport intitulé « Combien d'enfants et de jeunes ont une connexion internet à la maison ? », publié conjointement par l'UNICEF et l'Union internationale des télécommunications, qui a révélé que 80 % des enfants d'âge scolaire en Haïti n'avaient pas de connexion internet à la maison, contre 49 % dans la région de l'Amérique latine et des Caraïbes (UNICEF, 2020). Ces résultats mettent en évidence les défis importants auxquels Haïti est confrontée en matière de transformation numérique d'un secteur éducatif largement privatisé.

FIG 14. Moyens de communication les plus fréquemment cités pour l'enseignement à distance



La **figure 14** montre les moyens de communication les plus couramment employés pour l'envoi des devoirs à l'enfant n°1. En raison des catégories de réponses multiples, il n'a pas été possible de faire des tableaux bivariés. WhatsApp et les devoirs sur papier ont été les moyens les plus fréquemment

utilisés pour l'envoi des devoirs aux élèves, suivis par le courrier électronique. Au cours d'un entretien, une enseignante a décrit sa leçon virtuelle :

> *"Nous avions... un programme virtuel. Nous l'avons diffusé aux parents via notre groupe WhatsApp à Mirebalais... Nous faisions récupérer le programme par les parents pour qu'ils puissent aller [à la maison] avec et travailler avec leurs enfants. Même si le parent ne savait pas lire, l'enfant, sur la base de ce qu'il savait déjà, et du moment que le parent le surveillait, était capable de faire ses devoirs. Et nous leur avons demandé de nous apporter ce cahier pour les corrections, car si le travail de l'enfant n'est pas corrigé, il ne recevra pas de réel encouragement."*

Cette déclaration suggère que l'enseignement virtuel tel qu'il est pratiqué dans ce contexte reflète les limites technologiques du pays. En fait, l'apprentissage virtuel, tel qu'il est pratiqué ici, exige qu'il y ait un contact en face à face entre les éducateurs et les parents, à la fois pour "venir chercher" le programme virtuel et rendre les devoirs des élèves. Ceci n'est pas surprenant car, en plus des faibles taux d'accès à l'internet cités plus haut, en 2017, Haïti avait l'un des taux d'abonnés au téléphone portable les plus bas de la région ALC, avec 54 %, et les taux d'acquisition de smartphones les plus bas, avec 35 %, partageant cette dernière distinction avec la Bolivie (GSMA, 2018). Une enseignante a décrit la faiblesse de l'infrastructure de télécommunications dans sa région :

> *"Dans certaines zones l'enfant n'aura aucun [signal]. Même moi, je n'ai parfois pas de signal à la maison malgré le fait que j'ai un service illimité. Il est vrai que les parents se plaignent, qu'ils vous disent qu'ils ont un forfait [de service], que cela va coûter cher. Mais je pense que c'est la seule solution dans le contexte de la COVID-19 et du peyi lòk, parce qu'à la fois les enseignants et les élèves doivent se protéger. L'enseignement à distance est la meilleure option".*

La mauvaise qualité et le coût élevé du système de télécommunications du pays rendent difficile l'adoption d'un programme solide d'enseignement virtuel, ce qui explique les faibles taux de réponse à ces indicateurs, puisque seulement environ 8 % des ménages ont cité WhatsApp (la réponse la plus fréquente) en tant que moyen le plus couramment utilisé pour l'apprentissage virtuel et qu'il y avait une nette proportion à s'en remettre aux devoirs sur papier. Par conséquent, l'enseignement virtuel tel qu'il est compris dans le contexte haïtien a réduit le contact direct entre les enseignants et leurs élèves et a facilité un certain degré d'apprentissage en dehors de la structure scolaire et de la salle de classe. Cependant, à bien des égards, il ne peut être qualifié d'enseignement virtuel au sens technique du terme, car il n'implique pas nécessairement l'utilisation d'ordinateurs ou d'Internet pour améliorer l'expérience pédagogique des élèves dans un environnement en ligne.

La pandémie de COVID-19 a marqué l'arrivée d'une nouvelle urgence dans la compréhension des conséquences de la transformation numérique sur les systèmes éducatifs du monde entier. Alors qu'il y a consensus sur le fait que les technologies numériques ont la capacité d'améliorer les résultats en matière d'éducation, la COVID-19 a accru les inégalités éducatives à tous les niveaux (Unwin et al., 2020). Il est peu probable que cela change sans une attention portée prioritairement sur les communautés les plus marginalisées. Dans un rapport d'octobre 2020 intitulé Education for the Most Marginalised post-COVID-19 (L'éducation pour les plus marginalisés après la COVID-19), Edtechub identifie sept groupes généraux particulièrement vulnérables aux processus de marginalisation : "les jeunes non scolarisés, les personnes handicapées, les filles et les femmes, les réfugiés et les personnes déplacées, les minorités ethniques et les peuples indigènes, les personnes vivant dans des zones isolées et celles en situation d'emploi informel ou irrégulier" (ibid). Bien que le rapport ne mentionne pas spécifiquement Haïti, une grande partie de la population haïtienne appartient à une ou plusieurs de ces catégories. Les étudiants issus de milieux socio-économiques à faible revenu, ayant un accès moindre aux technologies numériques et bénéficiant de moins de soutien de la part de leurs parents sont également susceptibles de subir les effets négatifs de la pandémie de COVID-19 sur leurs

résultats scolaires à long terme (OCDE, 2020). Bien que de nombreux effets ne soient pas encore quantifiables, des études exploratoires ont exprimé la crainte que le fossé éducatif ne se creuse si la transformation numérique n'est pas activement pilotée de façon holistique par les gouvernements et les autres acteurs concernés.

TAB 15. Ménages payant des leçons privées de soutien scolaire avant la pandémie (lignes) versus maintenant (colonnes)

	Ne payant pas (après)	Payant (après)	Total
Ne payant pas (avant)	12 (46%)	14 (54%)	**26 (26%)**
Payant (avant)	9 (12%)	66 (88%)	**75 (74%)**
Total	**21 (21%)**	**80 (79%)**	**101 (100%)**

Le **tableau 15** fournit un tableau croisé des familles qui payaient des cours privés de soutien scolaire avant la pandémie versus celles qui le payaient pendant la pandémie. Il convient de souligner la moitié (**54 %**) de celles qui ne payaient pas de soutien scolaire avant la pandémie ont depuis commencé à le faire. Cependant, la plupart des personnes interrogées (**66 %** du total général) qui payaient pour des services de soutien scolaire au moment de l'entretien s'assuraient des services de soutien scolaire pour leur enfant avant la pandémie de coronavirus.

3.4 PERCEPTIONS COMMUNAUTAIRES DE LA COVID-19

Afin d'apprécier la menace potentielle qu'une infection généralisée peut représenter pour Haïti, il est important de comprendre ce que sont la pauvreté et la santé dans ce contexte. Plus de la moitié (59 %) de la population vit en dessous du seuil de pauvreté national et un peu moins d'un quart (24 %) vit dans l'extrême pauvreté (BID, 2020). Haïti est classée 169e sur 189 pays selon l'Indice de développement humain (IDH), ce qui n'est pas surprenant puisque seuls 4 % du PIB national sont consacrés aux dépenses sociales (ibid). Haïti compte un peu moins de 1 000 établissements de santé desservant une population de 11 millions d'habitants, dont près de la moitié situés dans la région de la capitale (Louis-Jean et al., 2020). Un tiers des Haïtiens souffraient d'insécurité alimentaire aiguë avant la pandémie (BID, 2020). Et comme Haïti est fortement dépendante des importations pour son approvisionnement alimentaire, les perturbations anticipées dans le commerce des denrées agricoles auront de graves conséquences pour cette nation insulaire majoritairement agricole et souffrant d'insécurité alimentaire (ibid). Ces facteurs doivent servir de toile de fond à l'analyse des perceptions haïtiennes de la COVID-19.

En termes de perceptions des participants à l'étude, la plupart des individus (55 % ; 280) ont changé d'opinion sur la pandémie avec le temps, bien qu'une proportion significative (45 % ; 231) ne l'ait pas fait. En particulier, parmi ceux qui ont changé d'opinion sur la pandémie, un plus grand nombre (65 %) a changé de perceptions et est passé de catégories subjectivement négatives ("Il n'y a pas de coronavirus" ; "Il n'y a pas à s'inquiéter du coronavirus") à des catégories positives ("Nous devons prendre certaines précautions afin de ne pas être infectés" ; "Le coronavirus est très dangereux pour Haïti"). Ceci pourrait indiquer une augmentation potentielle de la prise de conscience et de la reconnaissance de la menace potentielle de la COVID-19 à mesure que la pandémie se développe.

Au cours d'une discussion de groupe témoin avec des enseignants, l'un d'entre eux a déclaré : "Avant la fermeture des écoles, même en tant qu'enseignant, on ne savait pas vraiment ce qu'est le virus. En s'appuyant sur tout ce qu'on a entendu, on a eu l'impression que personne n'était vraiment capable de se protéger". La déclaration de ce participant suggère que les gens ont pu se sentir impuissants au début de la pandémie car ils n'avaient pas les informations essentielles pour se protéger du virus. On peut supposer qu'à mesure que le Ministère de la santé publique et de la population (MSPP) et l'OMS ont diffusé davantage d'informations en direction du public, ce sentiment d'impuissance peut s'être atténué, donnant lieu à une plus grande impression de contrôle sur la capacité de chacun à se protéger et à protéger sa famille.

Le tableau 17 illustre les mesures les plus courantes employées par les ménages haïtiens pour lutter contre la COVID-19. Cent quatre-vingt-dix-neuf (199) répondants (38,9 %) ont déclarer respecter au moins trois des mesures de santé publique recommandées contre la COVID-19 ("Je porte un masque quand je suis en public" ; "Je me lave régulièrement les mains quand je suis en public" ; "Je garde mes distances avec les autres quand je suis en public"). Il est important de noter que "J'utilise un remède naturel (tel que les infusions ou *té*)" a été codé postérieurement en raison de son lien avec la sous-question de recherche sur ce thème. Au total, 18 répondants (3,5 %) ont rapporté employer cette dernière stratégie.

Bien que 29 répondants (6 %) aient déclaré maintenir des réponses subjectivement négatives quant à leur perception de la pandémie ("Il n'y a pas de coronavirus" ; "Il n'y a pas à s'inquiéter du coronavirus"), seuls 17 répondants ont déclaré ne prendre aucune mesure pour se protéger de l'infection. Sur les 29 personnes qui ont maintenu la perception selon laquelle le virus n'était pas une source de préoccupation grave ou qui ont nié l'existence de la COVID-19, 8 (presque un tiers) ont indiqué qu'elles respectaient au moins trois des mesures de santé publique recommandées. Si nous ne pouvons pas expliquer de manière concluante ces écarts, il y a trois hypothèses possibles que nous devons avoir à l'esprit ; tout d'abord, nous devons considérer que certains de ces participants ont pu réagir en termes de mesures prises en conformité avec les ordres émis par le gouvernement en dépit de leurs propres perceptions, en particulier dans les lieux publics ; une autre hypothèse suggérerait que la pression des pairs ou la honte publique pourrait pousser les individus à adhérer à ces mesures même s'ils ne croyaient pas que le virus était réel ou représentait une menace réelle, et enfin, la désirabilité sociale pourrait fournir une autre explication à ces écarts.

Il convient de noter qu'il n'y a pas toujours de cohérence entre ce que les gens disent faire et leurs pratiques quotidiennes réelles. C'est un problème auquel nous sommes souvent confrontés dans la recherche, et c'est ce que l'on appelle la désirabilité sociale. Les gens ont tendance à projeter aux autres une image socialement acceptable d'eux-mêmes, même si cela implique de cacher leur véritable comportement. C'est ce qui ressort de la comparaison entre nos observations et les réponses des participants aux questions liées à leur adhésion aux mesures de protection recommandées par l'OMS et le MSPP contre la COVID-19. En effet, un pourcentage élevé de participants a déclaré appliquer les mesures recommandées par les autorités, notamment le port d'un masque (89,63%), le lavage des mains (67,71%) et la distanciation sociale (48,92%). Pourtant, la réalité sur le terrain semble être considérablement différente. Dans tous les départements qui ont été inclus dans cette étude, nos résultats montrent que les gens ne portent presque jamais de masque. Nous avons pu observer des foules de personnes ne portant pas de masque sur les marchés publics, dans les quartiers et dans les transports publics. Des personnes ont été observées portant des masques dans des banques et des supermarchés, où ils étaient obligatoires, et la politique y était strictement appliquée. Cependant, dans les lieux publics, l'application de la politique était au mieux inégale, et largement inexistante dans la plupart des cas. Le non-respect généralisé des mesures de protection recommandées par le gouvernement reflète un certain déni de l'existence de la COVID-19 ou, à tout le moins, un déni des risques potentiels associés à l'infection.

Le déni observé au niveau de la population semble contraster, dans une certaine mesure, avec les attitudes observées au tout début de la pandémie. Au début, la pandémie semblait avoir créé une situation de panique au sein de la population, qui s'est manifestée par la stigmatisation des personnes suspectées d'être infectées dans plusieurs régions du pays. Le cas du professeur d'université B.N., qui était soupçonné d'être infecté par la COVID-19 et dont la vie a été menacée par des membres de la communauté, est révélateur. L'anecdote suivante décrit le calvaire de B.N., sur le campus de l'Université d'État d'Haïti de Limonade, cherchant à obtenir des soins médicaux afin de déterminer si, effectivement, il était infecté par le virus de la COVID-19. Professeur à l'Université de Limonade, M. N. est rentré d'un voyage aux États-Unis le 13 mars 2020. Quelques jours plus tard, le 17 mars 2020, il a ressenti des symptômes ressemblant à ceux de la COVID-19. Après plusieurs tentatives infructueuses pour entrer en contact avec des fonctionnaires du MSPP, il a décidé de publier l'information sur Facebook, alertant les personnes avec lesquelles il avait été en contact depuis son retour des États-Unis et les enjoignant à faire attention. Peu de temps après, un étudiant lui a fait savoir qu'il avait informé un fonctionnaire du MSPP qui allait le contacter. Le fonctionnaire n'a jamais informé B.N. que son cas avait été enregistré au MSPP, il a toutefois appelé le professeur B.N. 10 heures après qu'une équipe a été dépêchée pour lui prélever des échantillons à des fins de test. Entre-temps, le professeur, qui était resté chez lui par précaution, a commencé à recevoir des menaces. Certains membres de la communauté ont menacé de brûler sa résidence. Face à cette situation, il a contacté le président de l'université, qui a envoyé une ambulance pour l'évacuer de sa résidence. Quand l'ambulance est arrivée, ils se sont dirigés vers un hôpital de la ville voisine de Milot. Cependant, en chemin, il a reçu un appel l'informant que le personnel de santé de l'hôpital de Milot n'était pas prêt à le recevoir. Il a alors décidé de rentrer chez lui et a contacté le directeur départemental du MSPP. Le directeur du MSPP lui a donné pour instruction d'attendre à l'extérieur de l'université où une voiture banalisée viendrait le chercher. C'est alors qu'il a vu un bus rempli de passagers se diriger vers l'ambulance qui le transportait. Des personnes munies de barres de fer sont descendues du bus et ont demandé si c'était "l'ambulance du coronavirus". Le professeur a rapporté que sa vie a été sauvée par la vigilance du chauffeur qui a dit à la foule qu'il ne transportait aucun passager malade.

Face au danger, le chauffeur a décidé de faire demi-tour. Cette fois, l'ambulance l'a transporté à l'Hôpital de la Convention baptiste, près de la ville de Limonade. Sentant qu'il n'était pas en sécurité, B.N. décida de quitter complètement la région nord. Tout en cachant son visage, il a réussi à retourner à Port-au-Prince, où il a rejoint sa famille.

Par la suite, les étudiants du campus de Limonade de l'Université d'État d'Haïti ont également fait l'objet de menaces, et certains ont même subi des attaques physiques (Sénat, 2020). Au cours de nos entretiens, les étudiants ont rapporté ce qui suit : "Nous avons tous été exposés mais deux semaines plus tard, tout s'est arrangé car les gens ont compris que ce qu'ils pensaient n'était pas fondé, que la zone n'est pas devenue un épicentre de contamination".

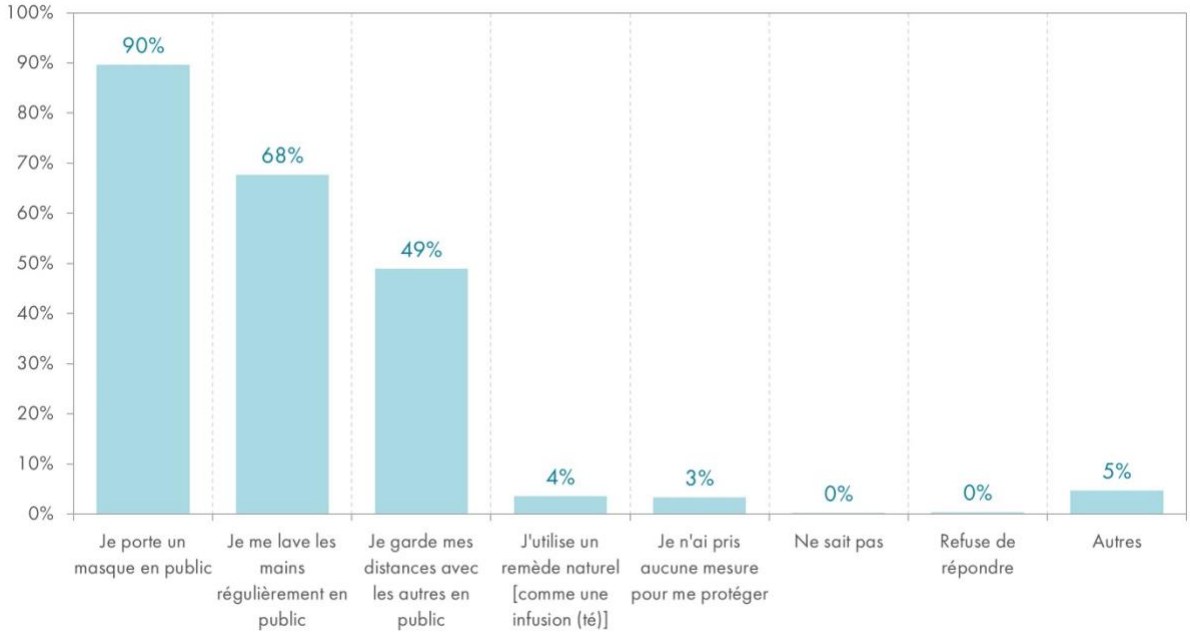
Il y a aussi eu le cas de Burel Fontilus, un pasteur vivant à Carrefour, une commune du département de l'Ouest. Ayant contracté la COVID-19 lors d'un voyage à l'étranger, il affirme avoir été menacé. Dans ce qui est rapporté par Senate (2020), M. Fontilus a expliqué :

> *"J'ai reçu des menaces. Mais ma femme m'a protégé des appels. Toute la population de Carrefour était d'accord pour me tuer."*
>
> *"Dans tous les réseaux sociaux on savait que j'étais malade. Les gens m'accusaient de faire circuler et de propager la maladie. Alors, tout le monde regardait mon visage, peut-être pour me lyncher dans la rue."*

Ces événements ont été rapportés dans la presse locale. Au cours de nos discussions avec les enquêteurs, certains ont souligné qu'en raison de ces événements, les gens avaient tendance à garder

secrets les cas d'infection par la COVID-19 dans leur famille, afin de se protéger contre de possibles actes de violence.

FIG 15. Mesures le plus couramment employées contre la COVID-19



3.5 REPONSE DU GOUVERNEMENT HAÏTIEN A LA COVID-19

Haïti a déclaré ses premiers cas de COVID-19 le 19 mars 2020. Selon les derniers chiffres communiqués par le MSPP, à la date du 11 novembre 2020, le pays présentait un total de 9 168 cas d'infection et 232 décès dus à la COVID-19 depuis le début de la pandémie. Au moment de la 32e semaine épidémiologique, un total de 18 918 personnes avaient été "suspectées" et "testées" pour la COVID-19 et l'incidence totale de la maladie était de 67 cas pour 100 000 habitants dans tout le pays, avec un taux de mortalité global de 2,65 % et un taux de positivité de 37,9 % (Dely, 2020). En comparaison, la République dominicaine voisine, dont la population comparable à celle d'Haïti, a indiqué au 8 août 2020 un total de 79 732 cas confirmés de COVID-19 et 1 309 décès dus à la maladie. Ceci reflète un taux d'incidence cumulée de 763 cas pour 100 000 habitants (ibid). Haïti n'a certainement pas été complètement épargnée par la pandémie de COVID-19 ; toutefois son impact sur la population a été "presque minime à ce jour" (Laroche, 2020, p. 20).

Il semble cependant utile de rappeler que malgré les mesures prises par les autorités pour fermer les frontières et restreindre la circulation des personnes dès la découverte des premiers cas d'infection, le pays a continué à accueillir des migrants expulsés des États-Unis et des milliers de migrants revenant de République dominicaine (Fortin, 2020 ; Sieff, 2020), avec quelques cas d'exposition au virus dans des centres de détention, particulièrement aux États-Unis, et sans aucun test ou surveillance de la part des autorités sanitaires locales à leur retour dans le pays. Ce flux de migrants de retour est considéré par beaucoup comme la principale source de transmission du virus en Haïti.

De plus, certains s'interrogent sur la réponse du gouvernement haïtien à la pandémie de COVID-19. Laroche (2020) souligne que des millions de dollars ont été déboursés pour faire face à la pandémie en Haïti ; cependant, aucun plan national connu pour faire face à la crise de santé publique n'a été développé ou diffusé, ce qui peut expliquer le scepticisme du public et la méfiance vis-à-vis du gouvernement en ce qui concerne la pandémie, comme le rapportent les résultats de notre étude. Laroche (2020) mentionne l'achat par le gouvernement d'équipements très coûteux jugés inadaptés au contexte haïtien et ne tenant compte de l'absence de personnel compétent pour les utiliser, les entretenir et les réparer. Enfin, il cite l'absence de tests de dépistage à grande échelle adaptés à la réalité haïtienne comme preuve du manque de volonté politique du gouvernement haïtien pour faire face à cette pandémie et, si nécessaire, pour l'endiguer. Nos données suggèrent notamment que parmi les participants à l'étude, la méfiance vis-à-vis du gouvernement pour ce qui est de la pandémie était et reste relativement faible, avec seulement 22 répondants (4 %) déclarant que le "gouvernement faisait de la politique avec le virus" au début de la pandémie, un nombre qui est réduit à un peu moins de la moitié (12, soit 2 %) à avoir cette perception au moment de l'enquête.

4. CONCLUSION

Haïti a souffert d'un certain nombre de crises au cours du 21e siècle. Des crises politiques sont apparues, dues à la corruption, la mauvaise gouvernance, l'impunité et l'absence d'État de droit, de même qu'à l'incapacité du gouvernement haïtien à remplir ses devoirs fondamentaux envers ses citoyens. Une partie du mécontentement de la population a trouvé un exutoire dans le mouvement peyi lòk qui, à bien des égards, a fait stagner l'économie en 2018 et 2019. Malheureusement, la situation politique a créé les conditions d'une émergence d'autres formes de gouvernance, mariant le système politique au crime organisé et à la violence des gangs afin de maintenir le pouvoir et un semblant de contrôle. La situation a aggravé le sort des pauvres, des femmes et des filles, les rendant plus vulnérables que jamais. Et à mesure que la situation sociopolitique s'aggrave et que l'économie se détériore, la menace de catastrophes récurrentes se profile - conséquence de la situation géographique d'Haïti dans le bassin des Caraïbes et des interactions humaines destructrices avec l'environnement.

C'est dans ce contexte qu'il faut considérer ce rapport d'étude. La crise de santé publique liée à la COVID-19 est, en fait, une crise dans les crises. La pandémie a exacerbé les conditions qui lui préexistaient. Elle a ralenti une économie qui se trouvait dans une spirale descendante depuis juillet 2018. Elle a eu un impact négatif sur les moyens de subsistance des familles haïtiennes en milieu urbain et rural, et pour une courte période a réduit les transferts de fonds.

Pendant la pandémie, les écoles ont été fermées. Des plans d'éducation alternatifs ont été mis en place pour l'apprentissage virtuel, et dans la plupart des cas, cet apprentissage n'a fait que souligner la distance entre l'enseignant et l'élève. L'enseignement à distance était pratiquement impossible en Haïti en raison de problèmes technologiques et d'accès à Internet. Les implications de ces perturbations, en particulier pour les écoliers urbains qui ont passé la plus grande partie de l'année scolaire 2019-2020 à la maison, restent à voir. Toutefois, nous pouvons prévoir que ces perturbations auront de graves conséquences à long terme sur le développement de la scolarité et de la personne même des élèves haïtiens.

Comme il a été démontré sur toute la planète, les populations vulnérables ont été les principales victimes de la pandémie. Les personnes vulnérables sont surreprésentées en tant que travailleurs essentiels, occupant des emplois mal rémunérés et/ou dans l'économie informelle, ont un accès limité aux soins de santé, vivent dans des conditions précaires et ne sont pas en mesure de mettre en pratique la distanciation sociale. Ce rapport fournit des données corroborantes qui explicitent comment les pauvres des zones urbaines et rurales, en particulier les femmes, les filles et les enfants d'âge scolaire, ont été touchés de manière disproportionnée par la pandémie. Il est essentiel que les décideurs politiques, les donateurs, les professionnels de santé, les éducateurs et autres n'attribuent pas de façon prématurée les vulnérabilités actuelles exclusivement à cette crise de santé publique, mais soient attentifs aux circonstances préexistantes qui ont exacerbé la vulnérabilité des Haïtiens pendant la pandémie. Ne pas reconnaître le caractère persistant de la marginalisation pourrait entraîner des interventions à court terme qui répondraient à la pandémie sans pour autant répondre aux besoins de la population urbaine et rurale d'Haïti.

5. REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

Agüero, J. M. (2020, September 29). COVID-19 and the rise of intimate partner violence. Consulté le 25 octobre 2020 sur: https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pmc/articles/PMC7522673/.

Ahmed, A. (2019). Haiti gripped by violent protests amid calls for President's ouster. Consulté le 1er novembre 2020 sur : https://www.nytimes.com/2019/09/28/world/americas/haiti-protests-moise.html.

Alphonse, R. (31 Aout 2020), assassinat du bâtonnier de l'ordre des avocats de Port-au-Prince, Me. Monferrier Dorval (avec déclaration du Juge de Paix). Consulté le 14 novembre 2020 sur: https://lenouvelliste.com/article/220384/assassinat-du-batonnier-de-lordre-des-avocats-de-port-au-prince-me-monferrier-dorval-avec-declaration-juge-de-paix

Alphonse, R. (03 Novembre 2020). Evelyne Sincère : kidnappée, torturée, assassinée et abandonnée dans une décharge à ordures. Consulté le 19 novembre 2020 sur : https://lenouvelliste.com/article/222709/evelyne-sincere-kidnappee-torturee-assassinee-et-abandonnee-dans-une-decharge-a-ordures

Alphonse, R. (09 décembre 2015). Kidnappée, torturée et assassinée. Consulté le 20 novembre 2020 sur : https://lenouvelliste.com/lenouvelliste/article/153386/Kidnappee-torturee-et-assassinee

Alphonse, R. (22 Novembre 2006). Kidnappée, torturée, assassinée... Le Nouvelliste. Consulté le 20 novembre 2020 sur : https://lenouvelliste.com/article/36807/kidnappee-torturee-assassinee

Alter-Presse. (03 Novembre 2020). Haïti-Insécurité : Mouvement citoyen à Delmas, pour protester contre l'enlèvement, la séquestration, suivis de l'assassinat de la jeune écolière Évelyne Sincère. Consulté le 20 novembre 2020 sur : https://www.alterpresse.org/spip.php?article26356#.X7bEr2hKjIU

Audebert, C. (2012). La diaspora Haïtienne. PUR. France. Consulté le 20 novembre 2020 sur : https://books.openedition.org/pur/2696

Bartels-Bland, E. (2020). COVID-19 could worsen gender inequality in Latin America and the Caribbean. Consulté le 22 octobre 2020 sur: https://www.worldbank.org/en/news/feature/2020/05/15/covid-19-could-worsen-gender-inequality-in-latin-america-and-the-caribbean

BBVA Research. (2020, October 01). *Remittances to Mexico and Latin America continue to grow despite COVID-19.* Consulté le 30 octobre 2020 sur : https://www.bbvaresearch.com/en/publicaciones/mexico-remittances-to-mexico-and-latin-america-continue-to-grow-despite-covid-19/.

Boncy, J. (2020). Rôle du laboratoire dans l'épidémie de Covid-19. *Revue Haïtienne de Chirurgie et d'Anesthésiologie*, 6(32), 13–19.

Bourdieu, P. (2001). *Masculine domination.* Stanford: Stanford University Press.

Brasil de Fato. (2020, October 17). "Invisíveis em vida e em morte": País não sabe quantos imigrantes morreram por covid. Consulté le 1er novembre 2020 sur: https://www.brasildefato.com.br/2020/10/17/invisiveis-em-vida-e-em-morte-pais-nao-sabe-quantos-imigrantes-morreram-por-covid

CARE & UN Women. (2020, October 21). *Haiti COVID-19 Rapid Gender Analysis.* Consulté le 15 octobre 2020 sur : http://www.careevaluations.org/evaluation/countries/haiti/keywords/covid-19-rga/.

Canada : Immigration and Refugee Board of Canada, Haiti: Violence against women, including sexual violence; state protection and support services (2016). Consulté le 19 novembre 2020 sur : https://www.refworld.org/docid/58d539d04.html

Cela, T. (2017). Negotiating education: Gender, power and violence in Haiti's higher education institutions. In Marcelin, L.H. ; Cela, T.; Dorvil, H. (Eds.), *Haitian Youth in the Americas.* Québec: Presses de l'Université du Québec.

Charles, J. (2020). Haiti's currency is suddenly strong. For many, that's disastrous. Consulté le 28 novembre 2020 sur : https://www.miamiherald.com/news/nation-world/world/americas/haiti/article246109040.html

Chisamya, G., Dejaegehere, J., Kendall, N., and Khan, M.A. (2012). Gender and Education for All : Progress and problems in achieving gender equity. *International Journal of Educational Development,* 32(6) : 743-755. doi.org/10.1016/j.ijedudev.2011.10.004

Commission Nationale de Vérité et de Justice (CNVJ). (1997). Si m pa rele. Port-au-Prince, HT : Government of Haiti.

Creative Associates International. (2020). *Migrant Workers and Remittances to Latin America and the Caribbean in 2020.* Consulté le 4 novembre 2020 sur : https://www.creativeassociatesinternational.com/wp-content/uploads/2020/09/Migrant_workers_and_Remittances_to_Latin_America_and_the_Caribbean.pdf.

Dely, P. (2020). Surveillance épidémiologique de la COVID-19 en Haïti, Août 2020. *Revue Haïtienne de Chirurgie et d'Anesthésiologie*, 6(32), 4–12.

Diederich, B. and Burt, A. (1972). Papa Doc. New York, NY : Penguin.

DINEPA (National Directorate for Water Supply and Sanitation). (2013). *National plan for the elimination of cholera in Haiti, 2013-2022*. Republic of Haiti, Ministry of Public Health and Population.

Dorsainville, H. (2020). 74 adolescentes enceintes dans huit écoles à Beaumont. Consulté le 29 novembre 2020 sur : https://ayibopost.com/74-adolescentes-enceintes-dans-huit-ecoles-a-beaumont/.

Dubois, C. (06 janvier 2020). 2019 : Tous les voyants sont au rouge. Consulté le 14 novembre 2020 sur : https://lenational.org/post_free.php?elif=1_CONTENUE/economies&rebmun=2508

Dubois, L. (2013). *Haiti: Afterschocks of History*. Picador.

Dupuy. (2019). *Rethinking the Haitian Revolution : Slavery, Independence, and the Struggle for Recognition.* Rowman & Littlefield Publishers.

EMMUS. (2018). *Enquête Mortalité, Morbidité et Utilisation des Services (EMMUS-VI 2016-2017).* Institut Haïtien de l'Enfance (IHE) et ICF, Rockville, Maryland, USA : IHE & ICF.

Famine Early Warning Systems (FEWS). (2019). Conditions indicate likely deterioration of food security in Haiti. Consulté sur : https://fews.net/sites/default/files/documents/reports/HT_FSO_2019_10_English.pdf.

Farmer, P. (2004). *Pathologies of Power Health, Human Rights and the New War on the Poor.* University of California Press.

Fatton 2002. *Haiti's Predatory Republic: The Unending Transition to Democracy.* Robert Fatton, Jr. Lynne Rienner Publishers.

FEWS Net. (2020), *Haiti Food Security Outlook October 2019 to May 2020. Conditions indicate likely deterioration of food security in Haiti.* Consulté sur : https://fews.net/sites/default/files/documents/reports/HT_FSO_2019_10_English.pdf.

Flynn-O'Brien, K.T., Rivara, F.P., Weiss, N.S., Lea, V.A., Marcelin, L.H., Vertefeuille, J., and Mercy, J.A. (2016). Prevalence of physical violence against children in Haiti : A national population-

based cross-sectional survey. *Child Abuse and Neglect*. Jan ; 51: 154-62. https://doi.org/10.1016/j.chiabu.2015.10.021.

Foley, L., & Piper, N. (2020). COVID-19 and women migrant workers : Impacts and Implications. Geneva : International Organization for Migration. https://publications.iom.int/books/covid-19-and-women-migrant-workers-impacts-and-implications.

Fortin, O. (2020). Forced return migration to Haiti during the COVID-19 pandemic. Consulté le 29 novembre 2020 sur : https://www.mideq.org/en/blog/forced-return-migration-haiti-during-covid-19-pandemic/.

Francisque, J. (2020). Un cas suspect de Coronavirus, une tentative de lynchage et des pressions de l'État haïtien. Consulté le 19 novembre 2020 sur le site internet AyiboPost : https://ayibopost.com/cas-suspect-de-coronavirus-une-tentative-de-lynchage-et-des-pressions-de-letat-haitien/

Freire, L. (2020). *COVID-19 and rethinking the need for legal pathways to mobility : Taking human security seriously.* International Organization for Migration. doi: https://publications.iom.int/books/covid-19-and-transformation-migration-and-mobility-globally-covid-19-and-rethinking-need-legal.

Geffrard, R. (02 Novembre 2019). Qui contrôle les 76 gangs armés répertoriés par la CNDDR sur le territoire..? Consulté le 20 novembre 2020 sur : https://lenouvelliste.com/article/208474/qui-controle-les-76-gangs-armes-repertories-par-la-cnddr-sur-le-territoire

Geffrard, R. (04 Novembre 2020). Assassinat d'Evelyne Sincère : le BINUH préoccupé, les artistes sortent de leur silence, Jovenel Moïse exige plus qu'un avis de recherche. Consulté le 20 novembre 2020 sur : https://lenouvelliste.com/article/222815/assassinat-develyne-sincere-le-binuh-preoccupe-les-artistes-sortent-de-leur-silence-jovenel-moise-exige-plus-quun-avis-de-recherche

Gerdin, A. and Kolev, A. (2020). Why protecting informal economy workers is critical in time of COVID-19. Consulté sur: https://oecd-development-matters.org/2020/04/17/why-protecting-informal-economy-workers-is-so-critical-in-time-of-covid-19/

Gilbert, L., Reza, A., Mercy, J.A., Lea, V., Lee, J., Xu, L., Hast, M., Vertefeuille, J., Marcelin, L.H., Domercant, J.W. (2018). Violence Against Children in Domestic Servitude : Haitian Restavèks Experience More Violence Than Other Children. *Journal of Child Abuse and Neglect*, 76, pp. 184-193. http://dx.doi.org/10.1016/j.chiabu.2017.10.014.

Gilles, C. (19 octobre 2015). Chimè et Tontons macoutes, la « logique de continuité ». Consulté le 20 Nov 2020. Consulté le 19 novembre 2020 : https://lenouvelliste.com/article/151043/chime-et-tontons-macoutes-la-logique-de-continuite

Groupe d'Appui aux Rapatriés & Réfugiés (GARR). (Facebook, 13 Juillet 2020). Consulté le 20 novembre 2020: https://web.facebook.com/garrhaiti/posts/2614635358798113?__rdc=1&__rdr
GSMA. (2018). The mobile economy: Latin America and the Caribbean 2018. London : GSMA.

Haiti Libre. (2020, October 16). Grand'Anse, 40 élèves mineures d'une même école, mises enceintes. Consulté le 25 novembre 2020 sur : https://www.haitilibre.com/article-32053-haiti-flash-grand-anse-40-eleves-mineures-d-une-meme-ecole-mises-enceintes.html.

Hall, B. & Tucker, J. (2020, May 24). Surviving in place: The coronavirus domestic violence syndemic. Consulté le 24 octobre 2020 sur https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pmc/articles/PMC7246009/.

Hoeffler, A., Honore, J.G., Gage, A. et Torcheneaud, M. (2017). Violence Domestique en Haïti. Consulté le 20 novembre 2020 sur: https://www.copenhagenconsensus.com/sites/default/files/haiti_priorise_domestic_violence_-_french.pdf

Icihaiti.com. (07 Novembre 2020). Le Réseau National de Défense des Droits Humains (RNDDH) dénonce l'implication du G9 dans l'assassinat d'Evelyne Sincère. Consulté le 20 novembre 2020 sur: https://www.icihaiti.com/article-32231-icihaiti-insecurite-le-rnddh-denonce-l-implication-du-g9-dans-l-assassinat-d-evelyne-sincere.html

Institut Haïtien de l'Enfance (2014). ICF International. Évaluation de Prestation des Services de Soins de Santé, Haïti, 2013. Rockville, Maryland, USA: IHE et ICF International. Consulté sur: https://mspp.gouv.ht/site/downloads/EPSSS.pdf.

Inter-American Development Bank. (2020a). *LAC Post COVID 19 : Challenges and Opportunities*. Washington, DC : Inter-American Development Bank.

Inter-American Development Bank. (2020b). *LAC Post COVID-19 : Challenges and Opportunities for Central America, Haiti, Mexico, Panama and the Dominican Republic*. Consulté le 27 octobre 2020 sur https://publications.iadb.org/en/lac-post-covid-19-challenges-and-opportunities-for-central-america-haiti-mexico-panama-and-the-dominican-republic.

International Labour Organization. (2018, April 30). *More than 60 per cent of the world's employed population are in the informal economy*. Consulté le 28 octobre 2020 sur : https://www.ilo.org/global/about-the-ilo/newsroom/news/WCMS_627189/lang--en/index.htm.

International Monetary Fund, Western Hemisphere Department. (2020, April 20). *Haiti : 2019 Article IV Consultation-Press Release ; Staff Report ; and Statement by the Executive Director for Haiti* [Press release]. Consulté en 2020 sur : https://www.imf.org/en/Publications/CR/Issues/2020/04/20/Haiti-2019-Article-IV-Consultation-Staff-Report-and-Statement-by-the-Executive-Director-for-49351

Interuniversity Institute for Research and Research and Development (INURED). (2020). Post-earthquake Haitian migration to Latin America. Consulté le 26 novembre 2020 sur : https://www.mideq.org/en/resources-index-page/post-earthquake-haitian-migration-latin-america/

Interuniversity Institute for Research and Development (INURED). (2017a). After Hurricane Matthew: Resources, capacities, and pathways to recovery and reconstruction of devastated communities in Haiti. Consulté le 23 octobre 2020 sur : http://www.inured.org/uploads/2/5/2/6/25266591/reportonline__051117.pdf.

Interuniversity Institute for Research and Development (INURED). (2017b). Republic of Haiti: Country of Origin Information Paper. Consulté le 1er novembre 2020 sur : http://www.inured.org/uploads/2/5/2/6/25266591/unchr_coi_haiti_final_redacted_report_inured.pdf

Interuniversity Institute for Research and Development (INURED). (2010). The Challenge for Haitian higher education: A post-earthquake assessment of higher education institutions in the Port-au-Prince metropolitan area. Consulté le 29 novembre 2020 sur : http://www.inured.org/uploads/2/5/2/6/25266591/the_challenge_for_haitian_higher_education.pdf

Jean, S. (07 Novembre 2020). Des artistes rendent un vibrant hommage à Evelyne Sincère. Haititweets. Consulté le 19 novembre 2020 sur : https://platformnewsht.com/des-artistes-rendent-un-vibrant-hommage-a-evelyne-sincere-8/

Jørstad, H., & Webersik, C. (2016). *Vulnerability to climate change and adaptation strategies of local communities in Malawi : Experiences of women fish-processing groups in the Lake Chilwa Basin*. Earth System Dynamics, 7(4), 977-989. DOI :10.5194/esd-7-977-2016.

Johns Hopkins. (2020). Haiti: COVID-19 Overview. Consulté le 9 décembre 2020 sur : https://coronavirus.jhu.edu/region/haiti.

King, T., Hewitt, B., Crammond, B., Sutherland, G., Maheen, H., and Kavanaugh, A. (2020). Reordering gender systems: Can COVID-19 lead to improved gender equality and health?

Consulté le 24 octobre 2020 sur : https://www.thelancet.com/pdfs/journals/lancet/PIIS0140-6736(20)31418-5.pdf.

Laroche, R.V. (2020). Réponse sanitaire à la problématique de la Covid-19 en Haïti. *Revue Haitienne de Chirurgie et d'Anesthésiologie*, 6(32), 20–25.

Lemaire, S. and Vilme, M. (2020). Haitian students march to demand justice for slain high school student. Consulté le 27 novembre 2020 sur : https://www.voanews.com/americas/haitian-students-march-demand-justice-slain-high-school-student.

Lemke, M.K. and Brown, K.K. (2020). Syndemic perspectives to drive Black maternal health research and prevention during the COVID-19 pandemic. *Maternal and Child Health Journal,* 24 : 1093-1098.

Losonczy, I. L. et al. (2019). Critical care capacity in Haiti: A nationwide cross-sectional survey, PLoS One; 14(6): e0218141. https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pmc/articles/PMC6565360/

Louis-Jean, J., Cenat, K., Sanon, D., and St. Vil, R. (2020). Coronavirus (COVID-19) in Haiti: A Call for action. *Journal of Community Health,* 45 : 437-439. https://doi-org.access.library.miami.edu/10.1007/s10900-020-00825-9

Luzincourt, K. and Gulbrandson, J. (2010). Education and conflict in Haiti. United States Institute for Peace Special Report 245. Consulté le 27 novembre 2020 sur : https://www.usip.org/sites/default/files/sr245.pdf.

Marcelin, L. H. (2012). In the Name of the Nation : Ritual, blood, and the political habitus of violence in Haiti. *American Anthropologist,* 114(2) : 253-266.

Marcelin, L. H. and Cela, T. (2017). *After Hurricane Matthew : Resources, capacities and pathways to recovery and reconstruction of devastated communities in Haiti.* Port-au-Prince, HT : Interuniversity Institute for Research and Development (INURED). http://www.inured.org/uploads/2/5/2/6/25266591/reportonline__051117.pdf.

Marcelin, L. H. & Cela, T. 2019). *Justice and rule of law failure in Haiti: A view from the Shanties*. J. Community Psychol. 2019 ;1–16 DOI: 10.1002/jcop.22249.

Marcelin, L. H.; Cela, T.; and Shultz, J.M. (2016). Haiti and the politics of governance and community responses to Hurricane Matthew. *Disaster Health,* DOI : 10.1080/21665044.2016.1263539.

Marcelin, M. (2017). Les jeunes en circulation en Haiti: De l'enfance à la domesticité. In L.H. Marcelin, T. Cela, and H. Dorvil (eds.), *Haitian youth in the Americas*. Montreal, CA : Presses de l'Université du Québec.

Maternowska, C. (2006). *Reproducing inequities: Poverty and the politics of population in Haiti*. New Brunswick: Rutgers University Press.

McAuliffe, M. (2020, December 9). *Covid-19 and the transformation of migration and mobility globally: Migration flows and mobility data* [Webinar]. International Organization for Migration. DOI: https://www.eventbrite.com/x/covid-19-and-the-transformation-of-migration-and-mobility-globally-tickets-130392825451?utm_campaign=reminder_attendees_event_starting_email&ref=eemaileventremind&utm_medium=email&utm_source=eventbrite&utm_term=cta.

Metrópoles. (2020, October 18). Refugiados e imigrantes denunciam xenofobia no sistema público de saúde durante pandemia. Consulté le 2 novembre 2020 sur : https://www.metropoles.com/brasil/refugiados-e-imigrantes-denunciam-xenofobia-no-sistema-de-saude-durante-pandemia?fbclid=IwAR0r8pOo1NB2AGuFxaFNKFOEsyTOB7oF-f6mjmhP2A_e2yk0y5U7er3V_mc.

Office Français de Protection des Refugiés et Apatrides (OFPRA). (2017a). Les violences faites aux femmes. Consulté le 20 novembre 2020 sur : https://ofpra.gouv.fr/sites/default/files/atoms/files/rapport_mission_hti_2017.pdf

O Globo. (2020, September 06). Deportação de estrangeiros pela Polícia Federal dispara durante a pandemia. Consulté le 4 novembre 2020 sur https://oglobo.globo.com/brasil/deportacao-de-estrangeiros-pela-policia-federal-dispara-durante-pandemia-24626208.

OECD. (2020, June 16). Is COVID-19 widening educational gaps in Latin America ? Three lessons for urgent policy action. Consulté le 24 novembre 2020 sur : https://oecd-development-matters.org/2020/06/04/is-covid-19-widening-educational-gaps-in-latin-america-three-lessons-for-urgent-policy-action/

Orozco, M. (2020, March 18). *Migrants and the Impact of the COVID-19 Pandemic on Remittances*. Inter-American Dialogue. https://www.thedialogue.org/wp-content/uploads/2020/03/Migration-remittances-and-the-impact-of-the-pandemic-3.pdf.

Orozco, M. (2020). Remittances to Latin America and the Caribbean in 2019 : Emerging challenges. Consulté le 29 novembre 2020 sur: https://www.thedialogue.org/wp-content/uploads/2020/03/Remittances-to-theLAC-2019_Emerging-Challenges-1.pdf.

Orozco, M. (2006). Understanding the remittance economy in Haiti. Consulté le 4 novembre 2020 sur : https://notts.rl.talis.com/items/B4BCE566-86C4-2B66-9C1D-9BC4F7E825A8.html.

Overseas Development Institute. (2007). *Remittances during crises : Implications for humanitarian response* (pp. 1-56, Rep. No. 25) (K. Savage & P. Harvey, Eds.). London : Overseas Development Institute. doi: https://www.ipcc.ch/apps/njlite/srex/njlite_download.php?id=5141.

Paultre, A. (2019). Explainer: What's behind Haiti's deadly protests and possible outcomes. Consulté le 1er novembre 2020 sur: https://www.reuters.com/article/us-haiti-protests-explainer/explainer-whats-behind-haitis-deadly-protests-and-possible-outcomes-idUSKBN1WQ22P

Perge, E. and Touray, S. (2017). Policy Note : Transport and Poverty in rural Haiti. Existing Evidence from Household Surveys. Washington, D.C. : World Bank.

Peterman et al. (2020). Pandemics and Violence Against Women and Children. Consulté le 19 novembre 2020 sur: https://www.cgdev.org/publication/pandemics-and-violence-against-women-and-children

Petley, D. (2010). Why the Haiti earthquake takes us into new territory for disaster response. https://blogs.agu.org/landslideblog/2010/01/15/why-the-haiti-earthquake-takes-us-into-new-territory-for-disaster-response/.

Population Reference Bureau. (2020). Data Center : International Indicators. Consulté le 29 octobre 2020 sur : https://www.prb.org/international/indicator/hh-size-av/table/

Réseau National de Défense des Droits Humains (RNDDH). (2020). Attaques contre des quartiers défavorisés : Le RNDDH exige la fin de la protection des gangs armés par les autorités au pouvoir. Consulté le 19 novembre 2020 sur : https://web.rnddh.org/wp-content/uploads/2020/06/7-Rap-Attaque-Quartier-Defavorise-23Jun2020-3.pdf

Reuters. (2018). Haiti should make plans to gradually lower fuel subsidies: IMF. Consulté le 1er novembre 2020 sur: https://www.reuters.com/article/us-haiti-protests/haiti-should-make-plan-to-gradually-lower-fuel-subsidies-imf-idUSKBN1K22IQ.

Roc, N. (mai 2007). Haïti : Un an après les élections, quel espoir? La Chronique des Amériques, No 13. Consulté le 19 novembre 2020 sur : https://ieim.uqam.ca/IMG/pdf/chro_Roc_07_13.pdf

Rodrigues Costa de Sá, P. (2015). As redes sociais de haitianos em Belo Horizonte: Análise dos laços relacionais no encaminhamento e ascensão dos migrantes no mercado de trabalho. OBMigra Revista Migrações Internacionais, 1(3), 99-127.

Sat, B. (2020, May 13). Covid-19 : Maladie et menaces, la double peine des contaminés en Haïti - Ou. Franceinfo. Consulté sur : https://la1ere.francetvinfo.fr/covid-19-maladie-menaces-double-peine-contamines-haiti-832200.html?fbclid=IwAR1whgwKG1-VQx0CBI-IXrD10gveAXgIHVlPFhRpeyjK9tHIAEtGv7VXaEU

Schuler, S. (2020), Haïti : après l'opération pays lock, voyage à travers des provinces en crise. Consulté le 14 novembre 2020 sur : https://www.rfi.fr/fr/podcasts/20200205-haiti-operation-pays-lock-voyage-provinces-crise.

Senat, J. D. (31 Janvier 2020) Avis de recherche contre Jimmy Chérisier alias Barbecue et d'autres chefs de gang. Le Nouvelliste. Consulté le 19 novembre 2020 sur: https://lenouvelliste.com/article/211838/avis-de-recherche-contre-jimmy-cherisier-alias-barbecue-et-dautres-chefs-de-gang

Senat, J. D. (2020, March 19). Suspecté d'être atteint du coronavirus, le professeur de l'université de Limonade est en danger. Le Nouvelliste. Consulté sur : https://lenouvelliste.com/article/213694/suspecte-detre-atteint-du-coronavirus-le-professeur-de-luniversite-de-limonade-en-.

Sieff, K. (2020, May 15). Haiti, spared a major coronavirus outbreak so far, now a 'tinderbox' set to 'explode.' The Washington Post. Consulté sur : https://www.washingtonpost.com/world/the_americas/coronavirus-haiti-dominican-republic-hispaniola/2020/05/14/a51d0664-947f-11ea-87a3-22d324235636_story.html.

Small, E., Sharma, B.B., S.P. Nikolova. (2020). COVID-19 and gender in LMICs: Potential lessons from HIV pandemic. *AIDS and Behavior.* Consulté le 24 octobre 2020 sur: https://scholar.google.pt/scholar?q=COVID-19+and+gender+in+LMICs:+Potential+lessons+from+HIV+pandemic&hl=en&as_sdt=0&as_vis=1&oi=scholart.

Solidarite Fanm Ayisyèn (SOFA). (2011). Rapport-Bilan XI Des cas de violence accueillis et accompagnés dans les centres d'accueil de la SOFA. Consulté le 20 novembre 2020 sur : https://www.alainet.org/images/SOFA%20-Onzieme%20Rapport%20Bilan-%20%20decembre%202011-2.pdf

Tøraasen, M. (2019). The long fight against impunity for gender-based violence in Haiti [Web log post]. Consulté le 26 octobre 2020 sur : https://www.cmi.no/publications/6875-the-long-fight-against-impunity-for-gender-based-violence-in-haiti

UNICEF. (2020). 79 % des enfants en âge d'aller à l'école en Haïti n'ont pas accès à Internet chez eux, selon un nouveau rapport de l'UNICEF et de l'UIT. Consulté le 2 décembre 2020 sur : https://www.unicef.org/haiti/communiqu%C3%A9s-de-presse/79-des-enfants-en-%C3%A2ge-daller-%C3%A0-l%C3%A9cole-en-ha%C3%AFti-nont-pas-acc%C3%A8s-%C3%A0-internet-chez.

UN Women. (2020a, June 26). COVID-19 : Emerging gender data and why it matters: UN Women Data Hub. Consulté le 25 octobre 2020 sur : https://data.unwomen.org/resources/covid-19-emerging-gender-data-and-why-it-matters

UN Women. (2020b). *Gender equality matters in COVID-19 response*. Consulté le 28 octobre 2020 sur : https://www.unwomen.org/en/news/in-focus/in-focus-gender-equality-in-covid-19-response?gclid=EAIaIQobChMIhNKjk73D7AIViZWzCh0VDwlOEAAYASAAEgIDXfD_BwE.

UN Women. (2020c). *The Shadow Pandemic : Violence against women during COVID-19*. Washington, DC: World Bank. Consulté le 27 octobre 2020 sur : https://www.unwomen.org/en/news/in-focus/in-focus-gender-equality-in-covid-19-response/violence-against-women-during-covid-19.

Unwin, T., Naseem, A., Pawluczuk, A., Shareef, M., Spiesberger, P., West, P. and Yoo, C. (2020). *Education for the Most Marginalised post-COVID-19 : Guidance for Governments on the Use of Digital Technologies in Education.* London : EdTech Hub.

World Bank. (2020a). *Closing gender gaps in Latin America and the Caribbean*. Washington, DC: World Bank.

World Bank. (2020b, April). *COVID-19 Crisis Through a Migration Lens*. Washington, DC: World Bank. Consulté le 20 octobre 2020 sur le site internet de la Banque Mondiale: http://documents1.worldbank.org/curated/en/989721587512418006/pdf/COVID-19-Crisis-Through-a-Migration-Lens.pdf.

World Bank. (2020c, April). *Phase II : COVID-19 Crisis Through a Migration Lens*. Washington, DC: World Bank. Consulté le 20 octobre 2020 sur le site internet de la Banque Mondiale: http://documents1.worldbank.org/curated/en/989721587512418006/pdf/COVID-19-Crisis-Through-a-Migration-Lens.pdf.

World Bank. (2020d, June 8). *COVID-19 to Plunge Global Economy into Worst Recession since World War II*. Washington, DC : World Bank. Consulté le 25 octobre 2020 sur : https://www.worldbank.org/en/news/press-release/2020/06/08/covid-19-to-plunge-global-economy-into-worst-recession-since-world-war-ii.

World Bank. (2014, August 4). *Education for All.* Washington, DC : World Bank. Consulté le 24 novembre 2020 sur : https://www.worldbank.org/en/topic/education/brief/education-for-all.

World Bank. (2020e). *Gender dimensions of the COVID-19 pandemic: Policy note.* Washington, DC : World Bank. Consulté le 23 octobre 2020 sur: http://documents1.worldbank.org/curated/en/618731587147227244/pdf/Gender-Dimensions-of-the-COVID-19-Pandemic.pdf.

World Bank. (2020f, June 8). *The Global Economic Outlook During the COVID-19 Pandemic: A Changed World*. Washington, DC : World Bank. Consulté le 21 octobre 2020 sur : https://www.worldbank.org/en/news/feature/2020/06/08/the-global-economic-outlook-during-the-covid-19-pandemic-a-changed-world.

World Bank. (2020g). *Global economic prospects*. Washington, DC : World Bank. DOI: 10.1596/978-1-4648-1553-9.

World Bank. (2020h, June 8). *Projected poverty impacts of COVID-19 (coronavirus).* Washington, DC: World Bank. Consulté le 26 octobre 2020 sur : https://www.worldbank.org/en/topic/poverty/brief/projected-poverty-impacts-of-COVID-19.

World Bank. (2020i). Rural population (% of total population). Washington, DC : World Bank. Consulté le 23 octobre 2020 sur : https://data.worldbank.org/indicator/SP.RUR.TOTL.ZS.

World Food Project. (2020). *WFP Haiti Country Brief October 2020.* Consulté sur: https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000121313/download/?_ga=2.8049205.625717415.1607556125-1930690969.1607556125.

World Health Organization (WHO). (2020). Coronavirus disease (COVID-19): How is it transmitted? Consulté le 31 octobre 2020 sur : https://www.who.int/news-room/q-a-detail/coronavirus-disease-covid-19-how-is-it-transmitted.

ANNEXE I – THEMES DU QUESTIONNAIRE DE L'ETUDE

Section 1: Démographie

- Sexe ; âge ; statut matrimonial ; nombre d'enfants ; niveau d'études ; nombre de personnes dans le foyer.

Section 2: L'impact de la COVID-19

- Activités de subsistance avant/pendant la pandémie ; impact de la COVID-19 sur les ressources financières ; perceptions de la COVID-19 avant/pendant la pandémie ; mesures préventives adoptées ; espérance de vie pour les prochains 6 mois.

Section 3: Migration et COVID-19

- Pays d'accueil des membres de la famille/des amis proches vivant à l'étranger; fréquence et montants des transferts de fonds pendant la COVID-19 ; utilisation des transferts de fonds ; perturbations des transferts de fonds.

Section 4: Violence et COVID-19

- Perceptions de la violence et de la violence sexiste avant et pendant la COVID-19.

Section 5: COVID-19 et éducation en Haïti

- Nombre d'enfants scolarisés avant/pendant la COVID-19 ; impact négatif des fermetures d'écoles.

Section 6: COVID-19, éducation et enfant n°1

- Sexe ; âge ; niveau d'études ; type d'école (publique ou privée) ; montant des frais de scolarité; aide aux frais de scolarité (venant de personnes à l'intérieur ou à l'extérieur d'Haïti) ; type d'école (école de garçons, école de filles, ou école mixte) ; taille de l'école ; fermetures durant le peyi lòk ; fermetures dues à la COVID-19 ; scolarisation à domicile pendant la COVID-19 ; enseignement à distance pendant la COVID-19 ; accès/utilisation de smartphones ; accès/utilisation d'ordinateurs ; accès/utilisation de la Wi-Fi ; accès à l'impression ; soutien scolaire à domicile ; utilisation de cours particuliers avant/pendant la COVID-19.

Section 7: COVID-19, éducation et enfant n°2*

Section 8: COVID-19, éducation et enfant n°1*

** Les sections pour les enfants n°2 et n°3 sont les mêmes que pour l'enfant n°1*

ANNEXE II – REPARTITION DES SDE PAR DEPARTEMENT

Code SDE	Ville / Localité	Départment	Population (estimée en 2015)	Grappe	Ménages (N)
311_522_109	Cap-Haitien	Nord	274 404	2	34
311_524_122	Cap-Haitien	Nord	274 404	2	34
311-514_059	Cap-Haitien	Nord	274 404	2	34
SDE 3		**NORD**	**1 067 177**		**102**
111_548_302	Port-au-Prince	Ouest	987 310	2	34
111_543_270	Port-au-Prince	Ouest	987 310	2	34
112-503-008	Delmas 32	Ouest	395 260	2	34
112-506-031	Delmas 24	Ouest	395 260	2	34
114_503_024	Pétion Ville/Juvénat	Ouest	376 834	2	34
114_509-036	Pétion Ville/ Loé	Ouest	376 834	2	34
122-018-006	Petit-Goave/Cap Destre	Ouest/rural	172 965	2	34
122-504-024	Petit-Goave/ Centre Ville	Ouest /Urbain	172 965	2	34
SDE 8		**OUEST**	**4 029 705**		**272**
632-016-027	Belladere	Centre/Rural/	86 612	2	34
621-503-013	Mirebalais	Centre/Urbain-Centre Ville	97 755	2	34
SDE 4		**CENTRE**	**746 236**		**68**
815-501-001	Chambellan	Grande-Anse/Rural	26 459	1	17
815-501-002	Chambellan	Grande-Anse/Rural	26 459	1	17
811-504-017	Jérémie	Grande-Anse/Urbain	134 317	1	17
811-506-029	Jérémie	Grande-Anse/Urbain	134 317	1	17
SDE 3		**Grand-Anse**	**468 301**		**68**

Total					
17	NA	NA	**6,311,419**	**32**	**510**

MIDEQ.ORG Garantir que la migration au sein des pays du Sud réduit les inégalités et contribue au développement.

Le MIDEQ est financé par le Fonds de recherche sur les défis mondiaux (GCRF) de la UK Research and Innovation (UKRI) [Grant Reference : ES/S007415/1]

Ce travail est soumis à la licence Creative Commons CC BY NC 4.0.

Institut Interuniversitaire de Recherche et de Développement (INURED), Haïti.

Citation suggérée : Institut Interuniversitaire de Recherche et de Développement (INURED). (2020). *L'impact de la COVID-19 sur les familles haïtiennes urbaines et rurales*. Port-au-Prince, HT : INURED-MIDEQ.